



World Food Programme
Programme Alimentaire Mondial
Programa Mundial de Alimentos
برنامج الأغذية العالمي

Conseil d'administration

Session annuelle

Rome, 24-28 juin 2024

Distribution: générale	Point 8 de l'ordre du jour
Date: 13 mai 2024	WFP/EB.A/2024/8-A/3
Original: anglais	Questions opérationnelles – plans stratégiques de pays
	Pour approbation

Les documents du Conseil d'administration sont disponibles sur le site Web du PAM <https://executiveboard.wfp.org/fr>.

Plan stratégique de pays – Nicaragua (2024–2029)

Durée	1 ^{er} juillet 2024–30 juin 2029
Coût total pour le PAM	80 914 387 dollars É.-U.
Marqueur de l'égalité femmes-hommes et de l'âge*	3

* <https://gender.manuals.wfp.org/en/gender-toolkit/gender-in-programming/gender-and-age-marker/>.

Résumé

Ces dernières années, le Nicaragua a été confronté à plusieurs crises multidimensionnelles qui pourraient empêcher le pays d'atteindre les objectifs du Programme de développement durable à l'horizon 2030. Une succession de chocs climatiques, notamment les ouragans Eta, Iota et Julia et le phénomène climatique El Niño, conjuguée aux problèmes ressentis partout dans le monde, comme la hausse des prix des produits alimentaires, des intrants agricoles et des carburants, a fait ressortir la vulnérabilité des systèmes alimentaires. Cette situation a eu des répercussions sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle des personnes les plus vulnérables: avec 18 pour cent de la population dans l'impossibilité de satisfaire leurs besoins alimentaires, la hausse des prix des aliments limite un peu plus l'accès à une alimentation saine.

Dans ce contexte, le présent plan stratégique de pays s'appuie sur les enseignements tirés de l'expérience, les recommandations issues de l'évaluation et les éléments factuels dégagés du plan précédent. Il lance les réorientations stratégiques à opérer pour renforcer et relier entre eux les systèmes nationaux et améliorer la prise en main par les autorités nationales. Fondé sur les atouts propres au PAM, il est cohérent avec les priorités du plan national de lutte contre la pauvreté et de promotion du développement humain (2022–2026).

Coordonnatrices responsables:

Mme L. Castro
Directrice régionale
Amérique latine et Caraïbes
courriel: lola.castro@wfp.org

Mme G. Testolin
Directrice de pays
courriel: giorgia.testolin@wfp.org

Le plan stratégique de pays privilégiera les programmes de protection sociale à dimension nutritionnelle comportant des initiatives d'alimentation scolaire associées à un appui au renforcement durable de la résilience des petits exploitants, la gestion intégrée des risques de catastrophe harmonisée avec les priorités nationales et la prestation de services logistiques et de soutien opérationnel aux entités habilitées à en bénéficier qui en font la demande.

Ces priorités pour la période 2024–2029 sont articulées autour de quatre effets directs interdépendants:

- *Effet direct 1:* D'ici à 2029, les populations touchées par une crise ou exposées à une crise au Nicaragua sont en mesure de satisfaire leurs besoins alimentaires et nutritionnels et autres besoins essentiels urgents d'une manière inclusive en cas de chocs, de facteurs de perturbation ou de crise prolongée, et tirent profit du renforcement des capacités et des systèmes concourant à la gestion intégrée des risques de catastrophe.
- *Effet direct 2:* D'ici à 2029, dans les zones prioritaires du Nicaragua, les filles, les garçons et les adolescents en milieu scolaire ainsi que leurs familles recueillent les fruits d'un système de protection sociale renforcé, comportant un programme complet d'alimentation scolaire qui assure la fourniture d'aliments frais, nutritifs et produits localement et permet aux bénéficiaires d'obtenir de meilleurs résultats en matière de nutrition, de santé et d'éducation.
- *Effet direct 3:* D'ici à 2029, dans les zones prioritaires du Nicaragua, les petits exploitants agricoles et les acteurs essentiels des systèmes alimentaires, notamment les femmes, sont résilients et dotés de capacités durables et évolutives face aux aléas climatiques, qui contribuent à améliorer leur accès à une alimentation saine et aux marchés, en particulier le marché institutionnel de l'alimentation scolaire utilisant la production locale.
- *Effet direct 4:* Jusqu'en 2029, les institutions nationales et les entités des Nations Unies bénéficient des services d'appui opérationnel fournis par le PAM d'une manière efficace, efficiente et fiable au Nicaragua, ce qui leur permet de prêter assistance aux personnes touchées par une crise ou exposées à une crise.

Projet de décision*

Le Conseil approuve le plan stratégique pour le Nicaragua (2024–2029) (WFP/EB.A/2024/8-A/3), pour un coût total pour le PAM de 80 914 387 dollars É.-U.

* Ceci est un projet de décision. Pour la décision finale adoptée par le Conseil, voir le document intitulé "Décisions et recommandations" publié à la fin de la session du Conseil.

1. Analyse de la situation du pays

1.1 Contexte national

1. Le Nicaragua couvre une surface de plus de 130 374 kilomètres carrés et compte environ 6,7 millions d'habitants¹, dont 40 pour cent vivent en milieu rural². Quelque 8 pour cent de la population se considèrent comme autochtones ou afrodescendants – Mestizos, Miskitos, Rama, Créoles, Mayangnas, Ulwas, Nahoas, Xius et Chorotegas. Le Nicaragua est classé comme ayant un "développement humain moyen" et son indice de développement humain s'établit à 0,667, un indice qui recule de 22,6 pour cent, une fois corrigé de l'inégalité³.
2. Le pays est exposé en permanence à des risques, notamment sécheresses, inondations, ouragans, tempêtes, éruptions volcaniques et phénomènes à évolution lente, qui sont aggravés par la dégradation de l'environnement. En conséquence, il fait partie des pays du monde les plus touchés par des épisodes météorologiques extrêmes, selon l'indice mondial des risques climatiques⁴, et se classe au 21^e rang des pays dans le World Risk Report de 2022⁵. Entre 1998 et 2020, 38 épisodes hydrométéorologiques extrêmes ont été répertoriés, y compris les phénomènes El Niño et La Niña, qui ont provoqué des inondations ou des sécheresses entraînant de lourdes pertes matérielles⁶. El Niño a touché le pays cinq fois entre 2009 et 2019 et est actuellement actif.
3. Une intensification des incidences de la variabilité climatique est attendue. Selon les scénarios climatiques, la baisse des précipitations atteindra jusqu'à 45 pour cent et la hausse des températures sera de 4°C entre 2023 et 2100, le couloir de la sécheresse étant la région la plus touchée⁷. Sur les 156 municipalités du pays, 111 sont exposées à des phénomènes d'origine climatique extrêmes⁸.
4. Le couloir de la sécheresse nicaraguayen couvre 44 municipalités dont les habitants se consacrent principalement à l'agriculture, notamment la production des céréales et légumineuses constituant la base de l'alimentation ("grains de base") destinées au marché national et à l'autoconsommation. La zone est caractérisée par une répartition irrégulière des précipitations qui se traduit par une alternance de sécheresses et de fortes pluies entraînant des glissements de terrain et des inondations⁹. D'un autre côté, la côte caribéenne qui compte un grand nombre de communautés autochtones et afrodescendantes, est fréquemment frappée par des ouragans et des tempêtes tropicales.

¹ Institut national d'information sur le développement. 2021. 50,6 pour cent de la population sont des femmes et des filles et 49,4 pour cent sont des hommes et des garçons. En 2020, les femmes et les filles représentaient 51,8 pour cent de la population urbaine et 48,8 pour cent de la population rurale.

² Institut national d'information sur le développement, 2016. *Reporte de Pobreza y Desigualdad – EMNV 2016*.

³ Programme des Nations Unies pour le développement. 2022. *Rapport sur le développement humain 2021/2022. Temps incertains, vies bouleversées: façonner notre avenir dans un monde en mutation*.

⁴ Germanwatch. 2017, 2018 et 2019. *Global Climate Risk Index 2017, 2018 et 2019*.

⁵ Bündnis Entwicklung Hilft. 2022. *WorldRiskReport 2022*.

⁶ Gouvernement nicaraguayen, 2023. *4^{ta} Comunicación Nacional sobre el Cambio Climático: República de Nicaragua*.

⁷ Idem.

⁸ Ministère de l'environnement et des ressources naturelles. 2018. *Tercera Comunicación Nacional de Cambio Climático Nicaragua*.

⁹ Gouvernement nicaraguayen. 2023. *4^{ta} Comunicación Nacional sobre el Cambio Climático: República de Nicaragua*.

5. La lutte contre la déforestation est placée au rang des premières priorités dans les politiques publiques nationales. Le taux de déforestation a baissé de 52 pour cent par rapport au taux déclaré pendant la période 1983–2000, mais le pays a perdu 1,5 million d’hectares de forêts primaires entre 2000 et 2015¹⁰, et le front de l’agriculture continue à avancer. La déforestation constitue la principale source d’émission de carbone dans le pays¹¹.
6. Le Nicaragua connaît une croissance économique soutenue depuis 2000, comme en témoigne le taux de croissance moyen de 3,9 pour cent enregistré entre 2000 et 2017¹². Cependant, les multiples crises qui ont frappé le pays ces dernières années se sont soldées par une perte cumulée de produit intérieur brut d’environ 29,5 millions de dollars. Cette perte a été compensée par un investissement public de grande ampleur, une forte demande de produits exportés et une assistance financière externe, démontrant la résilience importante du Nicaragua face aux effets de chocs multiples¹³. L’économie continue à afficher une tendance à la croissance¹⁴ mais la succession de crises multiples a ébranlé l’activité économique dans des secteurs clés, perturbé l’emploi et érodé le pouvoir d’achat des habitants.
7. La pauvreté a considérablement reculé entre 2007 et 2016 grâce à la mise en œuvre d’une série de programmes sociaux nationaux et à la croissance économique soutenue. Cependant, l’éradication de la pauvreté dans les communautés rurales et urbaines partout dans le pays continue à soulever de réels défis. La prévalence nationale de la pauvreté s’établit à 24,9 pour cent¹⁵ et un écart de 35 points de pourcentage est observé entre la prévalence de la pauvreté dans les zones urbaines et sa prévalence dans les zones rurales¹⁶.
8. Dans le rapport sur l’écart entre les sexes dans le monde, le Nicaragua est 7^e sur les 146 pays dans le classement mondial relatif à la réduction des écarts entre les sexes – seul pays d’Amérique latine à figurer parmi les dix premiers pays de ce classement¹⁷. Mais il est 102^e selon l’indice de développement humain en ce qui concerne les inégalités entre les sexes¹⁸ en raison des écarts observés entre les femmes et les hommes sur le marché du travail, qui compromettent l’autonomie économique des femmes, leur participation aux prises de décisions et leur contrôle des actifs. L’écart entre les femmes et les hommes dépasse 20 points de pourcentage pour ce qui est des taux de participation à la main d’œuvre, et atteint plus de 35 points de pourcentage dans les zones rurales¹⁹. D’autres problèmes perdurent, notamment la prévalence élevée des grossesses chez les adolescentes²⁰ et le taux important de violence sexiste, qui s’élève à 22,5 pour cent²¹.

¹⁰ Ministère de l’environnement et des ressources naturelles. 2018. *Tercera Comunicación Nacional de Cambio Climático Nicaragua*.

¹¹ Ministère de l’environnement et des ressources naturelles. 2017. *Study of the causes of deforestation and forest degradation: Nicaragua*.

¹² Fonds monétaire international. 2023. *Nicaragua: Staff Concluding Statement of the 2023 Article IV Mission*.

¹³ Gouvernement nicaraguayen. 2021. *Plan Nacional de Lucha contra la Pobreza y para el Desarrollo Humano 2022–2026*.

¹⁴ Banque centrale du Nicaragua. 2023. *Presidente del BCN expuso panorama de la economía y perspectivas para 2023*.

¹⁵ Institut national d’information sur le développement. 2016. *Reporte de Pobreza y Desigualdad – EMNV 2016*. Il s’agit des données officielles disponibles les plus récentes.

¹⁶ PAM. 2019. *Evaluación del Programa País 200434 en Nicaragua y actividades complementarias*.

¹⁷ Forum économique mondial. 2022. *Global Gender Gap Report 2022*.

¹⁸ Programme des Nations Unies pour le développement, 2022. *Rapport sur le développement humain 2021/2022. Temps incertains, vies bouleversées: façonner notre avenir dans un monde en mutation*.

¹⁹ Institut national d’information sur le développement. 2022. *Informe de empleo: encuesta Continua de hogares (ECH – IV trimestre 2021)*.

²⁰ Organisation panaméricaine de la Santé. [Page Web sur le Nicaragua](#) (en anglais). Avec 82,5 grossesses chez des adolescentes pour 1 000 femmes et filles en âge de procréer.

²¹ Entité des Nations Unies pour l’égalité des sexes et l’autonomisation des femmes. [Site Web de la base de données mondiale sur la violence contre les femmes](#) (en anglais).

1.2 Progrès vers la réalisation du Programme de développement durable à l'horizon 2030

9. Le Nicaragua a considérablement progressé sur la voie de la réalisation des objectifs de développement durable (ODD), notamment ceux qui concernent la réduction de la pauvreté (ODD 1), la réduction de la faim et de la malnutrition (ODD 2), l'égalité femmes-hommes et l'avancement des femmes et des filles (ODD 5) et l'accès de tous à des services énergétiques fiables, durables et modernes, à un coût abordable (ODD 7)²². Le plan national actuel de lutte contre la pauvreté et de promotion du développement humain (2022–2026)²³ comprend des politiques, stratégies, mesures et cibles spécifiquement axées sur le développement durable. Le premier rapport national volontaire sur les progrès accomplis pour atteindre les ODD²⁴, qui rend compte des avancées que le pays a enregistrées, des résultats qu'il a obtenus et des transformations qu'il a réalisées dans le cadre de la mise en œuvre du Programme 2030, a été présenté en 2021.

1.3 Progrès vers la réalisation des objectifs de développement durable 2 et 17

Progrès au regard des cibles associées à l'objectif de développement durable 2

10. *Accès à l'alimentation.* Les multiples crises mondiales et climatiques ont eu des effets sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle de la population nicaraguayenne, en particulier dans les zones les plus pauvres et les plus vulnérables face à la variabilité du climat. Le Nicaragua est autosuffisant du point de vue de la production des principaux grains de base destinés à la consommation, mais les coûts de production trop élevés pour les petits exploitants ont entraîné une baisse de la production et des réserves alimentaires, se traduisant par une forte tendance à l'inflation des prix des denrées alimentaires. Pendant la période de trois ans allant de 2020 à 2022, le coût moyen de l'assortiment alimentaire d'un ménage a augmenté de plus de 30 pour cent²⁵. Selon le rapport de 2023 sur *l'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde*, 34 pour cent de la population n'avaient pas les moyens de se procurer une alimentation saine en 2021²⁶.
11. *Élimination de la malnutrition.* Les indicateurs relatifs à la nutrition au Nicaragua se sont améliorés ces dernières années, avec des réductions de 5 points de pourcentage en ce qui concerne la prévalence de la sous-alimentation entre 2004 et 2022 et de 2 points de pourcentage s'agissant du retard de croissance chez les enfants de moins de 5 ans entre 2012 et 2022. Cependant, des problèmes importants perdurent: 18 pour cent de la population sont sous-alimentés, quelque 15 pour cent des enfants de moins de 5 ans accusent un retard de croissance et 24 pour cent des adultes sont en surpoids²⁷. Selon l'enquête la plus récente sur la nutrition, 8 pour cent des enfants de moins de 6 ans et 7 pour cent des enfants en âge d'être scolarisés souffrent de malnutrition chronique et 5 pour cent des enfants de moins de 5 ans et des enfants en âge d'être scolarisés sont en surpoids²⁸.

²² Département des affaires économiques et sociales du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies. [Page Web sur les ODD au Nicaragua](#) (en anglais).

²³ Gouvernement nicaraguayen, 2021. *Plan Nacional de Lucha contra la Pobreza y para el Desarrollo Humano 2022–2026*.

²⁴ Gouvernement nicaraguayen, 2021. *Primer Informe Nacional Voluntario: Avances en el cumplimiento de los ODS, alineados con la Agenda 2030*

²⁵ Institut national d'information sur le développement. [Informations sur la valeur de l'assortiment alimentaire de base \(en espagnol\)](#).

²⁶ Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, Fonds international de développement agricole, Fonds des Nations Unies pour l'enfance, PAM et Organisation mondiale de la Santé, 2023. *L'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde. Urbanisation, transformation des systèmes agroalimentaires et accès à une alimentation saine le long du continuum rural-urbain*. [Tableau A3.1](#).

²⁷ Idem. [Tableau A1.1](#).

²⁸ El 19 Digital, 2023. Page Web sur le [Rapport final de l'enquête sur la nutrition de 2023 au Nicaragua](#) (en espagnol).

12. *Productivité et revenus des petits exploitants.* Sur les 40 pour cent de la population résidant dans les zones rurales, plus de 80 pour cent vivent de l'agriculture, essentiellement une agriculture pratiquée à petite échelle²⁹. Cependant, les salaires agricoles sont inférieurs à ceux observés dans les autres secteurs économiques, avec un salaire mensuel minimal officiel fixé à 142 dollars en 2023, soit moins de 38 pour cent du coût de l'assortiment alimentaire de base et moins de 27 pour cent de l'assortiment élargi³⁰.
13. Les petits exploitants accèdent difficilement au crédit, aux technologies et à l'innovation et sont confrontés à la hausse des prix des intrants agricoles et aux fluctuations de la valeur marchande des grains de base. L'agriculture familiale, qui domine au Nicaragua, est caractérisée par sa main-d'œuvre familiale, comprenant souvent des femmes et des jeunes dont la participation est moins visible dans l'économie formelle. Les femmes se heurtent à des difficultés supplémentaires importantes du point de vue de l'accès équitable à la terre et des réglementations foncières, du crédit et des services agricoles, ce qui se traduit par leur faible intégration dans les filières et les marchés formels.
14. *Systèmes alimentaires durables.* Les systèmes alimentaires, en particulier ceux qui sont liés à l'agriculture familiale, sont extrêmement vulnérables face aux phénomènes d'origine climatique. Les principales cultures vivrières constituant la base de l'alimentation traditionnelle sont les plus touchées. De plus, les pressions économiques mondiales ont contribué à faire augmenter les prix des intrants agricoles, suscitant de nouveaux problèmes pour le secteur rural et les systèmes alimentaires.

Progrès au regard des cibles associées à l'objectif de développement durable 17

15. Les partenariats avec les entités de coopération internationale continuent de compléter les efforts déployés par le pays pour atteindre les ODD. Ils permettent de financer des projets qui stimulent l'économie et soutiennent les dispositifs de protection sociale, le développement du réseau routier rural, la prestation de services de santé, l'éducation, le logement et la préparation aux catastrophes et l'intervention en cas de crise, entre autres aspects³¹. Cependant, les flux d'aide publique au développement ont diminué. Après une intensification de la coopération internationale en 2020 et 2021, notamment pour appuyer le redressement après les ouragans Eta et Iota, un recul de 34 pour cent a été constaté en 2022³². Le déficit de financement en faveur des mesures à prendre pour faire face à la crise environnementale est estimé à 2 milliards de dollars par an³³.
16. Le PAM est un partenaire stratégique du Gouvernement nicaraguayen. Il vient en aide aux populations et aux communautés touchées par une crise soudaine ou à évolution lente, met en place un filet de sécurité sociale pendant les situations d'urgence en élargissant les programmes nationaux de protection sociale existants et appuie le relèvement rapide des personnes les plus touchées. Le PAM a mis son savoir-faire en matière de gestion de la chaîne d'approvisionnement à la disposition des partenaires en fournissant des services à la demande, notamment pour le transport, les achats et l'entreposage, les espaces de bureaux et les technologies, les télécommunications et les services administratifs.

²⁹ Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture. 2018. *National Food and Nutrition Security Profile, Managua*. Non disponible en ligne.

³⁰ Ministère du travail. 2023. *Communiqué de presse 46*; Institut national d'information sur le développement. 2023. [Rapports sur la valeur de l'assortiment alimentaire](#) (en espagnol).

³¹ Gouvernement nicaraguayen. 2021. *Primer Informe Nacional Voluntario: Avances en el cumplimiento de los ODS, alineados con la Agenda 2030*.

³² Banque centrale du Nicaragua. 2023. *Informe de la Cooperación Oficial Externa en 2022*.

³³ Gouvernement nicaraguayen, 2021. [Mensaje Principal del Primer Informe Nacional Voluntario sobre la Agenda 2030 y los Objetivos de Desarrollo Sostenible](#).

1.4 Lacunes et problèmes liés à la faim

17. Pour assurer la sécurité alimentaire, la souveraineté alimentaire et une bonne nutrition dans le pays, le Gouvernement privilégie dans son programme d'action national le renforcement des capacités, des systèmes et des stratégies institutionnels concernant la gestion des risques de catastrophe et l'adaptation aux changements climatiques. Les progrès réalisés en lien avec l'élaboration des politiques et stratégies correspondantes ont fait l'objet de documents, ce qui témoigne de l'existence d'un environnement propice à la mise en œuvre d'une action climatique. Cependant, l'aide au développement fournie par la communauté internationale et les entités des Nations Unies complète d'une manière essentielle les efforts déployés par le pays pour faire face aux effets des phénomènes d'origine climatique extrêmes, des sécheresses prolongées et des incendies de forêt toujours plus importants.
18. Le Nicaragua dispose d'un important réseau de protection sociale reposant sur des politiques, des programmes et des projets qui ont donné des résultats non négligeables du point de vue de la lutte contre la pauvreté et la malnutrition. Cependant, les facteurs mentionnés aux paragraphes précédents font peser sur le pays un risque de dégradation de sa situation en matière d'alimentation et de nutrition. La souplesse des dispositifs nationaux de protection sociale face aux chocs – en particulier, le programme national d'alimentation scolaire – jouera donc un rôle fondamental s'agissant d'atténuer la détérioration des conditions de vie des ménages et d'assurer que "personne n'est laissé de côté".
19. Pour améliorer la résilience des ménages face aux chocs économiques et d'origine climatique, notamment atténuer leurs effets sur les petits exploitants, le PAM complètera les efforts déployés par le pays pour restaurer les terroirs dégradés et renforcer les systèmes alimentaires, en mettant l'accent sur l'amélioration durable de l'accès aux marchés locaux, nationaux et régionaux.

2. Incidences stratégiques pour le PAM

2.1 Réalisations, enseignements tirés de l'expérience et changements stratégiques pour le PAM

20. Pendant la période couverte par le plan stratégique de pays (PSP) précédent, le PAM a contribué directement à l'amélioration de l'apport alimentaire et de la nutrition – ainsi que de la scolarisation et de la poursuite de la scolarité – de 182 000 enfants en âge d'être scolarisés et de jeunes grâce à la fourniture de repas dans 2 570 écoles. En même temps, il a renforcé les liens entre les petits exploitants et le programme national d'alimentation scolaire. Dans le cadre des activités menées conjointement par le PAM et les ministères chargés de l'éducation et de la famille, le programme national d'alimentation scolaire a permis de fournir une assistance alimentaire aux personnes les plus vulnérables et les plus exposées aux chocs et d'améliorer les capacités des institutions concernées, en matière de logistique, de technologies numériques et de gestion. Des mesures à dimension nutritionnelle et garantissant l'équité entre les sexes ont aussi été mises en œuvre dans le cadre du programme.
21. Dans ce nouveau PSP, la priorité sera donnée au renforcement des capacités du programme national d'alimentation scolaire. Il s'agira notamment de travailler avec le Ministère de l'éducation pour améliorer l'efficacité et la durabilité du programme en renforçant l'approche en matière de nutrition, d'élaborer des stratégies visant à faire évoluer les comportements en lien avec la nutrition, l'égalité des sexes et la sécurité alimentaire, et d'intensifier l'appui fourni aux petits exploitants avec l'adoption d'un modèle inclusif d'achats locaux.

22. Le PAM et les entités rattachées au Système national de prévention des catastrophes, d'atténuation de leurs effets et d'intervention [*Sistema Nacional para la Prevención, Mitigación y Atención de Desastres* (SINAPRED)] ont renforcé le cadre normatif de gestion des risques et la stratégie de communication sur la prévention des risques, en mettant l'accent sur la sécurité alimentaire et la nutrition, l'analyse de la problématique femmes-hommes et la coordination interinstitutionnelle. Le PAM a aussi soutenu les organisations de petits producteurs en renforçant leur résilience face aux chocs économiques et d'origine climatique et en améliorant leur productivité et leur accès aux marchés et aux services climatiques. Le Nicaragua fait partie des pays pilotes dans lesquels le PAM applique sa politique relative aux achats locaux et régionaux de produits alimentaires, qui promeut la réalisation d'évaluations des filières, la mobilisation des acteurs des filières et la création de liens entre les petits exploitants agricoles et les acheteurs du secteur privé. Dans le cadre du PSP établi pour 2024–2029, les petits exploitants continueront à bénéficier d'un appui visant à accroître leur résilience qui leur permettra de faire face aux changements climatiques et renforcera leur aptitude à assurer une production durable et à accéder aux marchés, notamment les marchés institutionnels liés au programme d'alimentation scolaire.
23. Grâce à l'apport d'une assistance technique aux principales institutions nationales, des approches à dimension nutritionnelle et de nature à faire évoluer les relations femmes-hommes ont été intégrées dans la conception et la mise en œuvre des stratégies, campagnes de communication et programmes nationaux afin de promouvoir l'égalité femmes-hommes et l'autonomie économique des femmes. Il sera tenu compte de la problématique femmes-hommes dans l'ensemble du PSP, et des mesures de nature à faire évoluer les relations femmes-hommes seront mises en œuvre au titre de l'effet direct 3 du PSP.
24. La systématisation des enseignements tirés des interventions liées aux ouragans Eta et Iota a fait ressortir la nécessité de disposer d'un solide système d'alerte rapide et de mener des actions d'anticipation. L'aptitude à anticiper les crises contribue à atténuer leurs incidences sur les moyens d'existence et les systèmes alimentaires et permet de renforcer les partenariats et les synergies à l'appui de la mobilisation de ressources, d'améliorer les capacités en matière de télécommunications d'urgence, de renforcer la coordination entre les entités des Nations Unies et de réduire considérablement les coûts et les délais d'une intervention immédiate, entre autres avantages.
25. Les approches et réorientations programmatiques de ce type reposent sur les éléments factuels qui ont été tirés ces dernières années des évaluations et des études portant sur les repas scolaires et la nutrition, l'appui aux petits exploitants agricoles et aux coopératives, l'égalité femmes-hommes et les interventions d'urgence et ont donné lieu à la formulation de recommandations pour l'amélioration de l'impact des interventions. L'une de ces recommandations, qui figurait dans l'évaluation décentralisée de 2021 du programme visant à stimuler l'économie rurale et urbaine en période de crise et au-delà, préconisait de placer davantage l'accent sur les activités de sensibilisation à la nutrition et sur l'adaptation des approches de l'alimentation scolaire aux différentes cultures, en particulier celles des peuples autochtones; et une autre recommandation, qui figurait dans l'évaluation de 2022 de la politique du PAM en matière de réduction et de gestion des risques de catastrophe et de la politique du PAM en matière de changements climatiques, prônait la conduite régulière d'analyses des risques climatiques. La consultation des communautés concernant la conception des projets de redressement rapide à mettre en œuvre après les interventions immédiates lancées dans les situations d'urgence a permis au PAM de connaître les préférences et les priorités de ces communautés et a favorisé une meilleure prise en main par les bénéficiaires et la pérennité des activités et encouragé la participation des bénéficiaires.

2.2 Harmonisation avec les plans nationaux de développement, le Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable et d'autres cadres

26. Le PSP est harmonisé avec le plan national de lutte contre la pauvreté et de promotion du développement humain (2022–2026), notamment dans les domaines stratégiques que sont le développement du capital humain, l'égalité femmes-hommes, la production alimentaire suffisante pour assurer la sécurité alimentaire et l'amélioration de la nutrition, la relance du commerce et des marchés et la mise en œuvre de mesures permettant de faire face aux incidences de la variabilité climatique. Il est aussi cohérent avec d'autres instruments politiques et législatifs comme la stratégie nationale de promotion de l'agriculture familiale au service de la sécurité alimentaire et de la nutrition, la stratégie nationale de développement des petites et moyennes entreprises du secteur agro-industriel, la stratégie nationale de promotion de la commercialisation des produits agricoles sur les marchés nationaux et internationaux, et la politique nationale relative aux changements climatiques.

2.3 Collaboration avec les principales parties prenantes

27. Lors de la formulation du PSP, le PAM a mené des consultations auprès des institutions nationales, des autres entités des Nations Unies, des bénéficiaires, des donateurs et d'autres partenaires. Durant ces consultations, il a présenté les conclusions des évaluations et les éléments factuels tirés de la mise en œuvre du précédent PSP, ainsi que la vision d'avenir proposée pour sous-tendre le nouveau PSP. Les principaux partenaires ont émis des avis dont il a été tenu compte lors de l'élaboration du présent PSP.

3. Portefeuille stratégique du PAM

3.1 Direction, orientations et impacts escomptés

28. Les quatre effets directs interdépendants et multisectoriels du présent PSP ont été formulés en concertation avec le Gouvernement nicaraguayen, ses institutions nationales et d'autres parties prenantes. Le premier effet direct concerne l'appui fourni au système national de réduction et de gestion des risques de catastrophe dans le cadre de l'adoption d'une approche intégrée associant la fourniture d'une assistance alimentaire d'urgence aux personnes et aux ménages touchés par une crise, des initiatives de redressement rapide et le renforcement des capacités individuelles et institutionnelles en collaboration avec les entités liées au SINAPRED. Le deuxième effet direct se rapporte au soutien du renforcement des systèmes de protection sociale à dimension nutritionnelle, en particulier le programme national d'alimentation scolaire, grâce au passage progressif de l'alimentation scolaire traditionnelle à un modèle d'alimentation scolaire utilisant la production locale.
29. Le troisième effet direct a trait au soutien des systèmes alimentaires et met l'accent sur l'amélioration de la résilience des principaux acteurs de ces systèmes face aux chocs et aux facteurs perturbateurs par des moyens tels que l'adaptation des systèmes alimentaires aux changements climatiques, le renforcement des capacités et des ressources nécessaires pour accroître la productivité et accéder aux marchés, et l'établissement de liens entre les denrées alimentaires produites localement et le programme d'alimentation scolaire. Le quatrième effet direct permet de soutenir les institutions nationales et les autres entités des Nations Unies en leur proposant des services à la demande visant à optimiser leurs opérations et à renforcer leurs capacités logistiques à l'appui de l'apport d'une assistance aux personnes et aux communautés vulnérables.

3.2 Effets directs du plan stratégique de pays, effets directs stratégiques du PAM, domaines d'action privilégiés, produits escomptés et activités essentielles

Effet direct 1 du plan stratégique de pays: D'ici à 2029, les populations touchées par une crise ou exposées à une crise au Nicaragua sont en mesure de satisfaire leurs besoins alimentaires et nutritionnels et autres besoins essentiels urgents d'une manière inclusive en cas de chocs, de facteurs de perturbation ou de crise prolongée, et tirent profit du renforcement des capacités et des systèmes concourant à la gestion intégrée des risques de catastrophe

30. En étroite coordination avec le SINAPRED et sous la direction de celui-ci, le PAM fournira une aide alimentaire et une assistance technique aux personnes particulièrement touchées par l'insécurité alimentaire qui sont confrontées à des chocs, et appuiera leur relèvement rapide en améliorant la réactivité des programmes nationaux face aux chocs. Des approches de gestion des risques climatiques, à dimension nutritionnelle et tenant compte de la problématique femmes-hommes seront intégrées dans toutes les interventions du PSP.

Effet direct stratégique du PAM

31. L'effet direct 1 du PSP correspond à l'effet direct stratégique 1 du PAM (Les populations sont mieux à même de satisfaire leurs besoins alimentaires et nutritionnels urgents).

Domaine d'action privilégié

32. L'effet direct 1 du PSP relève du domaine d'action privilégié "intervention face à une crise".

Harmonisation avec les priorités nationales

33. Cet effet direct contribue à la réalisation des objectifs du plan national de lutte contre la pauvreté et de promotion du développement humain (2022–2026).

Produits escomptés

34. Les produits suivants contribueront à la réalisation de l'effet direct 1 du PSP:

- Produit 1.1: Les populations touchées par une crise reçoivent une assistance humanitaire, notamment par l'intermédiaire de programmes de protection sociale réactifs face aux chocs, qui répond à leurs besoins alimentaires et nutritionnels et autres besoins essentiels.
- Produit 1.2: Les populations exposées à une crise participent activement à des systèmes inclusifs de gestion intégrée des risques et d'intervention dans les situations d'urgence.

Activités essentielles

Activité 1: Fournir une assistance humanitaire aux personnes touchées par une crise ou exposées à une crise et apporter un appui technique pour renforcer les capacités des acteurs de la gestion des risques de catastrophe et les systèmes d'intervention, en adoptant une approche qui tient compte de la nutrition, de la protection, de la problématique femmes-hommes et du contexte interculturel

35. En coordination avec le SINAPRED, le PAM fournira une assistance alimentaire aux personnes et aux communautés touchées par des chocs, en accordant la priorité aux personnes vulnérables face à l'insécurité alimentaire et à la malnutrition, aux personnes handicapées, aux personnes âgées, aux filles et aux femmes enceintes ou allaitantes, et aux filles et aux garçons. Cette assistance prendra la forme, soit de kits alimentaires prêts à consommer, équilibrés sur le plan nutritionnel et culturellement acceptables, qui seront mis à disposition dans un délai de 48 heures après la survenue d'une crise, soit d'une assistance alimentaire en nature de base – comprenant du riz enrichi – conformément aux réglementations du Ministère de la santé en matière d'alimentation et de nutrition.

36. L'assistance alimentaire sera fournie dans les zones touchées en utilisant les écoles et les communautés éducatives comme des points d'entrée et en complétant le programme national d'alimentation scolaire par la distribution d'un repas supplémentaire qui couvre 30 pour cent des besoins énergétiques quotidiens des écoliers, et d'une ration à emporter qui couvre 50 pour cent des besoins énergétiques quotidiens des ménages des enfants. En fonction du contexte, une assistance alimentaire sera susceptible d'être fournie à d'autres groupes de populations vulnérables – comme les jeunes enfants, les personnes handicapées, les filles et les femmes enceintes ou allaitantes et les personnes âgées – éventuellement par l'intermédiaire d'autres programmes de protection sociale.
37. Le PAM favorisera le redressement rapide des ménages touchés en menant des activités de renforcement des capacités et en fournissant une assistance alimentaire, et ce, prioritairement à l'intention des femmes afin d'élargir les perspectives économiques et financières de celles-ci. Le PAM travaillera avec les institutions pertinentes pour faire en sorte qu'une attention égale soit accordée aux femmes et aux hommes, aux personnes autochtones et afrodescendantes et aux personnes handicapées, que les groupes les plus vulnérables fassent l'objet d'un traitement particulier et que la protection des personnes soit assurée pendant les distributions.
38. En coordination avec le SINAPRED, le PAM contribuera au renforcement des capacités techniques des systèmes nationaux de gestion intégrée des risques et d'intervention dans les situations d'urgence, en adoptant une approche à dimension nutritionnelle, participative, inclusive, interculturelle et tenant compte de la problématique femmes-hommes; il appuiera aussi le renforcement des systèmes d'alerte rapide, en intensifiant la surveillance et le suivi des phénomènes soudains ou à évolution lente grâce à l'utilisation de modèles prédictifs, et en améliorant la fourniture d'informations aisément accessibles aux petits exploitants et aux groupes de populations vulnérables face aux phénomènes d'origine climatique. Des messages seront communiqués au moyen d'outils technologiques tels que la messagerie sur téléphone mobile (SMS), les applications mobiles, la radio, la télévision et les bulletins d'information officiels. L'automatisation et la mise au point de protocoles d'intervention seront encouragées.
39. Au début de l'exécution du PSP, le PAM collaborera avec les institutions nationales désignées par le Gouvernement et dirigées par le SINAPRED pour élaborer une stratégie de renforcement des capacités visant à améliorer la préparation aux situations d'urgence. En vue d'appuyer la formulation et le ciblage des interventions de renforcement de la résilience et d'adaptation aux aléas climatiques, le PAM mettra à profit ses capacités et technologies pour mener des activités de recherche, d'analyse et de suivi sur les données d'observation du climat et de la Terre, les liens entre le climat et la sécurité alimentaire et la nutrition et les éléments factuels et les études ayant trait à certains aspects du climat.
40. Ces interventions ont des liens avec l'effet direct 2 du PSP relatif à l'expansion des programmes de protection sociale en cas de choc par l'intermédiaire du programme national d'alimentation scolaire utilisé comme une plateforme, et avec l'effet direct 3 du PSP qui concerne le renforcement de la gestion de la résilience et la mise à disposition d'informations sur le climat à l'intention des petits exploitants agricoles.
41. Les échanges d'expériences, la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire seront encouragées afin que les technologies performantes soient prises en compte dans les évaluations des besoins et des dommages et dans les systèmes d'alerte rapide.

Partenariats

42. Le PAM opérera aux côtés des institutions liées au SINAPRED qui seront désignées par le Gouvernement. Les autres partenaires pertinents seront notamment des entités des Nations Unies, des organisations de producteurs agricoles et des institutions financières internationales³⁴.

Hypothèses

43. Le Gouvernement continue de considérer le PAM comme un partenaire de choix dans les domaines de la gestion intégrée des risques et de l'intervention dans les situations d'urgence, qui complète les efforts déployés par le pays pour prêter assistance aux personnes touchées par une crise. Des financements mobilisables en temps voulu, souples et prévisibles en faveur des interventions d'urgence et du relèvement rapide des populations touchées sont disponibles.

Stratégie de transition et de transfert des responsabilités

44. Le PAM continuera de renforcer les capacités des entités liées au SINAPRED, en encourageant la mise au point de protocoles interinstitutionnels permettant d'activer en temps voulu des programmes de protection sociale réactifs face aux chocs dans les situations d'urgence. Selon l'ampleur de l'impact ou du choc, le Gouvernement est susceptible de fournir aux personnes touchées une assistance alimentaire et un soutien au relèvement rapide, en utilisant ses propres ressources ou des fonds obtenus au titre de mécanismes de financement des risques.

Effet direct 2 du plan stratégique de pays: D'ici à 2029, dans les zones prioritaires du Nicaragua, les filles, les garçons et les adolescents en milieu scolaire ainsi que leurs familles recueillent les fruits d'un système de protection sociale renforcé, comportant un programme complet d'alimentation scolaire qui assure la fourniture d'aliments frais, nutritifs et produits localement et permet aux bénéficiaires d'obtenir de meilleurs résultats en matière de nutrition, de santé et d'éducation

45. Le PAM continuera d'épauler le programme national d'alimentation scolaire à l'appui de l'amélioration de la sécurité alimentaire et de la nutrition et du développement du capital humain au Nicaragua. Le programme qui vise à améliorer les indicateurs relatifs à l'éducation, en particulier les taux de scolarisation et de poursuite des études, favorise l'apport d'une alimentation saine de nature à prévenir la malnutrition chez les enfants et les jeunes. Le PAM et le Gouvernement privilégieront l'adoption d'une approche globale, qui contribue à renforcer la résilience des communautés grâce à la fourniture d'un assortiment alimentaire diversifié acheté chez des petits exploitants vivant à proximité des écoles (dans le cadre de l'alimentation scolaire utilisant la production locale), qui tient compte de la problématique femmes-hommes et du contexte interculturel et qui est adaptée aux effets des changements climatiques. Une stratégie de communication visant à faire évoluer la société et les comportements sera déployée.

Effet direct stratégique du PAM

46. L'effet direct 2 du PSP correspond à l'effet direct stratégique 2 du PAM (Les populations obtiennent de meilleurs résultats sur le plan de la nutrition, de la santé et de l'éducation).

Domaine d'action privilégié

47. L'effet direct 2 du PSP relève du domaine d'action privilégié "renforcement de la résilience".

³⁴ Ces institutions financières internationales sont notamment la Banque interaméricaine de développement et la Banque mondiale, qui ont activé des mécanismes d'intervention d'urgence au cours des années antérieures.

Harmonisation avec les priorités nationales

48. L'effet direct 2 du PSP contribue à la réalisation des objectifs du plan national de lutte contre la pauvreté et de promotion du développement humain (2022–2026).

Produits escomptés

49. Les produits suivants contribueront à la réalisation de l'effet direct 2 du PSP:
- Produit 2.1: Les filles, les garçons et les adolescents reçoivent un repas nutritif composé d'aliments produits localement et culturellement acceptables, qui améliore leur accès à une alimentation saine et diversifiée, contribuant à leur apprentissage et à l'amélioration de leurs habitudes alimentaires.
 - Produit 2.2: Les filles, les garçons, les adolescents et leurs familles tirent profit d'un programme national d'alimentation scolaire renforcé et adapté aux changements climatiques, ainsi que d'autres programmes de protection sociale, mis en œuvre selon une approche fondée sur le cycle de vie qui améliore la sécurité alimentaire et la nutrition.

Activités essentielles

Activité 2: Fournir des repas nutritifs aux filles, aux garçons et aux adolescents dans le cadre du programme national d'alimentation scolaire et contribuer ainsi au renforcement des programmes nationaux de protection sociale en adoptant des approches qui prennent en compte la problématique femmes-hommes, la protection, la nutrition, le contexte interculturel et la résilience face aux aléas climatiques

50. Le PAM continuera d'appuyer la mise en œuvre du programme national d'alimentation scolaire dans les départements du couloir de la sécheresse et dans d'autres zones jugées prioritaires par le Gouvernement. Au cours des deux premières années de la mise en œuvre du PSP, le PAM continuera de fournir dans ces territoires, des denrées alimentaires sèches – riz enrichi, haricots et maïs – achetées à des producteurs locaux, représentant 15 pour cent de la ration sèche du programme national d'alimentation scolaire. Il réduira progressivement cette proportion à partir de la troisième année afin de faciliter la reprise harmonieuse de la responsabilité du programme par les pouvoirs publics. En accord avec sa politique relative aux achats locaux et régionaux de produits alimentaires et en lien avec l'effet direct 3 du PSP, le PAM achètera autant que possible les grains de base aux petits producteurs de manière à contribuer à stimuler l'économie locale.
51. Le PAM travaillera en collaboration avec les pouvoirs publics pour concevoir, expérimenter et mettre en œuvre un modèle d'alimentation scolaire prévoyant l'ajout d'une ration d'aliments frais produits localement aux repas scolaires (dans le cadre de l'alimentation scolaire utilisant la production locale) et pour dégager des éléments factuels à ce sujet. Il apportera une valeur ajoutée au programme en améliorant la qualité de celui-ci grâce à la prise en compte des besoins et des habitudes alimentaires de chaque territoire. Dans le cadre de la coordination avec le Ministère de l'éducation, le nombre de bénéficiaires couverts par les activités d'alimentation scolaire utilisant la production locale augmentera chaque année et dépassera le nombre couvert par la ration sèche au cours de la dernière année du PSP. Un modèle de chaîne d'approvisionnement associé à l'alimentation scolaire utilisant la production locale sera mis au point pendant la première année de la mise en œuvre du PSP aux fins de l'établissement de circuits d'approvisionnement courts entre les petits exploitants et les écoles.

52. Le PAM renforcera les capacités des institutions nationales chargées du programme d'alimentation scolaire, en épaulant les processus opérationnels – notamment les achats et le suivi des rations d'aliments frais – en appuyant l'adaptation du programme aux changements climatiques, en soutenant l'amélioration des infrastructures scolaires et en renforçant la contribution du programme à l'égalité femmes-hommes et à l'harmonie interculturelle.
53. En collaboration avec les comités chargés de l'alimentation scolaire, le PAM soutiendra les stratégies visant à faire évoluer les comportements et à renforcer les capacités, en vue de permettre aux familles et aux communautés de participer aux efforts déployés pour s'attaquer aux problèmes nutritionnels et promouvoir les bonnes pratiques en matière de sécurité sanitaire des aliments, les habitudes alimentaires saines et l'égalité femmes-hommes. La coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire feront également l'objet d'une promotion.
54. En lien avec l'effet direct 1 du PSP, le PAM renforcera le rôle joué par le programme national d'alimentation scolaire en tant que plateforme efficace de mise en œuvre des programmes de préparation aux situations d'urgence et d'intervention en cas de crise. La possibilité d'accéder au marché institutionnel de l'alimentation scolaire qui est donnée aux petits exploitants locaux contribuera à la réalisation de l'effet direct 3 du PSP.

Partenariats

55. Le PAM travaillera essentiellement avec le Ministère de l'éducation, en tirant parti de sa collaboration interinstitutionnelle avec d'autres ministères, notamment le ministère chargé de la famille, des communautés, des coopératives et de l'économie associative et avec l'Institut nicaraguayen de technologie agricole, et profitant ainsi de leurs liens avec les petits exploitants; et avec le Ministère de la santé dans le cadre de la composante du programme d'alimentation scolaire relative à la nutrition. Il s'efforcera de créer des synergies avec d'autres entités des Nations Unies opérant dans le secteur de l'éducation et le secteur productif, en particulier l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) à l'appui des initiatives de communication visant à faire évoluer la société et les comportements, et avec les établissements universitaires.

Hypothèses

56. Le programme national d'alimentation scolaire conserve son caractère prioritaire pour le Gouvernement et le PAM reste le partenaire de choix pour ce programme. Les ressources nécessaires à l'achat de la ration sèche destinée aux repas scolaires dans les zones couvertes par le PAM peuvent être mobilisées et le Gouvernement est intéressé par l'expérimentation et la mise en œuvre d'un modèle d'alimentation scolaire utilisant la production locale. Les donateurs multilatéraux, bilatéraux et privés se montrent enclins à financer les activités d'alimentation scolaire utilisant la production locale.

Stratégie de transition et de transfert des responsabilités

57. Le PAM transférera progressivement aux pouvoirs publics la responsabilité de ses activités d'achat, de gestion et de distribution des rations sèches et intensifiera son assistance technique, en mettant l'accent sur la fourniture de rations d'aliments frais pour les repas scolaires. Dès la première année du PSP, le PAM limitera aux trois grains de base produits dans le pays la ration sèche qu'il fournit et continuera de couvrir le même nombre de bénéficiaires que durant le PSP précédent. À partir de 2025, chaque année, la responsabilité de la fourniture de 20 pour cent des grains de base fournis aux bénéficiaires par le PAM sera transférée aux pouvoirs publics. Parallèlement, le PAM accroîtra progressivement le nombre de bénéficiaires recevant une ration supplémentaire d'aliments frais. À la fin du PSP, le PAM devrait avoir suffisamment contribué au renforcement des capacités des pouvoirs publics

pour que ceux-ci soient en mesure d'améliorer l'efficacité de la composante du programme national d'alimentation scolaire relative à l'alimentation scolaire utilisant la production locale et d'assurer toute la couverture du programme en ce qui concerne la fourniture de la ration sèche.

Effet direct 3 du plan stratégique de pays: D'ici à 2029, dans les zones prioritaires du Nicaragua, les petits exploitants agricoles et les acteurs essentiels des systèmes alimentaires, notamment les femmes, sont résilients et dotés de capacités durables et évolutives face aux aléas climatiques, qui contribuent à améliorer leur accès à une alimentation saine et aux marchés, en particulier le marché institutionnel de l'alimentation scolaire utilisant la production locale

58. En coordination avec les institutions nationales, le PAM aidera les petits exploitants et les autres acteurs essentiels des systèmes alimentaires à devenir capables d'améliorer leur résilience et de s'adapter aux changements climatiques. Le PAM soutiendra également la mise en place de filières alimentaires sûres et diversifiées qui sont respectueuses des ressources naturelles et facilitent l'accès aux marchés. Toutes les activités menées au titre de cet effet direct adopteront une approche de nature à faire évoluer les relations femmes-hommes et seront assorties d'un cadre solide pour la production d'éléments factuels.

Effet direct stratégique du PAM

59. L'effet direct 3 du PSP correspond à l'effet direct stratégique 3 du PAM (Les populations disposent de moyens d'existence améliorés et durables).

Domaine d'action privilégié

60. L'effet direct 3 du PSP relève du domaine d'action privilégié "renforcement de la résilience".

Harmonisation avec les priorités nationales

61. Cet effet direct contribue aux objectifs du plan national de lutte contre la pauvreté et de promotion du développement humain (2022-2026), à la loi de souveraineté et de sécurité alimentaires (loi numéro 693) et à la politique nationale relative aux changements climatiques.

Produits escomptés

62. Les produits suivants contribueront à la réalisation de l'effet direct 3 du PSP:

- Produit 3.1: Les petits exploitants agricoles et les principales parties prenantes des systèmes alimentaires tirent profit de pratiques et d'outils durables liés à la gestion des risques, qui contribuent à accroître leur capacité d'adaptation et à renforcer leur résilience, l'accent étant mis sur les approches à dimension nutritionnelle promouvant une alimentation saine.
- Produit 3.2: Les petits exploitants agricoles organisés et les acteurs des filières alimentaires, en particulier les femmes, disposent de capacités et de ressources améliorées leur permettant d'accroître leur productivité et ainsi d'accéder plus facilement aux marchés d'une manière équitable et égale.
- Produit 3.3: Les petits exploitants agricoles et les principaux acteurs des systèmes alimentaires recueillent les fruits du renforcement des capacités et des programmes institutionnels concernant le renforcement de la résilience, l'adaptation aux aléas climatiques, l'accès équitable aux marchés et la promotion d'une alimentation saine.

Activités essentielles

Activité 3: Renforcer les capacités d'adaptation et mettre au point des solutions et des modèles à l'intention des petits exploitants, des autres acteurs essentiels des systèmes alimentaires et des institutions pour améliorer la résilience face aux aléas climatiques, la sécurité alimentaire et la nutrition; et améliorer leur accès aux marchés d'une manière équitable et égale

63. Le PAM entend renforcer les systèmes alimentaires en conduisant un ensemble d'interventions qui ciblent les petits exploitants, les communautés, les femmes et d'autres acteurs des filières alimentaires dans les zones rurales et urbaines des départements jugés prioritaires par le Gouvernement, notamment Nueva Segovia, Madriz, Estelí, Matagalpa, Jinotega, León, Boaco et Managua. L'objectif de ces interventions sera principalement de permettre aux bénéficiaires de renforcer leur capacité à s'adapter aux changements climatiques, d'améliorer leur résilience face aux chocs économiques et d'origine climatique et de faciliter leur accès aux marchés, contribuant ainsi à une meilleure sécurité alimentaire et à une meilleure nutrition.
64. Un appui technique assurant l'équité de l'accès aux filières et centré sur la création d'actifs, la gestion intégrée des ressources en terre et en eau et la restauration des terroirs productifs et des écosystèmes dégradés, sera fourni tant aux femmes qu'aux hommes. Le PAM fera la promotion de l'agroécologie, de l'agriculture régénératrice et intelligente face aux aléas climatiques et des stratégies de fixation et de stockage du carbone tout en offrant une assistance technique visant à renforcer les filières, notamment celles des fruits et légumes destinés aux repas scolaires. Il investira également dans l'amélioration des technologies et des infrastructures de collecte, de transformation et de conservation des aliments, se conformant aux normes de qualité et permettant aux petits exploitants d'être compétitifs sur les marchés locaux et régionaux. Un service d'information climatique "sur le dernier kilomètre" sera assuré pour éclairer la prise de décisions en temps voulu.
65. Sur la base des pratiques performantes et des enseignements en matière d'inclusion financière qui ont été tirés des évaluations, le PAM travaillera en concertation avec les pouvoirs publics pour mettre au point des pratiques et des outils financiers, comme les initiatives d'épargne, les fonds renouvelables et les processus d'autofinancement, et des mesures d'incitation en faveur de la gestion des risques climatiques et de la prestation de services environnementaux. La capacité des organisations paysannes à gérer les ressources économiques et à accéder à des sources de financement sera renforcée. Le PAM continuera de fournir aux femmes des informations sur l'accès aux ressources productives et aux avantages destinés aux producteurs.
66. Le PAM collaborera avec les institutions nationales qui élaborent des stratégies et des programmes visant à renforcer les capacités dans les domaines suivants: amélioration de la résilience, adaptation aux changements climatiques et systèmes alimentaires durables, l'accent étant mis sur la commercialisation et l'accès aux marchés. En coordination avec le Gouvernement, les initiatives de coopération Sud-Sud et de coopération triangulaire seront promues.
67. Cet effet direct du PSP a des liens avec les effets directs 1 et 2 du PSP car il favorise la résilience et appuie l'accès des petits exploitants aux marchés institutionnels associés à la fourniture d'une assistance alimentaire pendant les situations d'urgence et à l'achat de produits frais pour les repas scolaires.

Partenariats

68. Le PAM collaborera étroitement avec les institutions désignées par le Gouvernement pour fournir un appui aux petits exploitants et aux principaux acteurs des systèmes alimentaires. Il travaillera en partenariat avec les coopératives agricoles, notamment celles qui sont dirigées par des productrices. Les synergies et la collaboration avec d'autres entités des Nations Unies, notamment la FAO, le Fonds international de développement agricole (FIDA), l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI) et le Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS), seront promues, de même que les partenariats avec les centres de recherche et de connaissances comme le Centre international d'agriculture tropicale et d'autres partenaires essentiels œuvrant à la mise en place de services d'information climatique et d'adaptation aux changements climatiques.

Hypothèses

69. Les principales institutions considèrent le PAM comme un partenaire stratégique s'agissant de coordonner et d'établir des modalités d'intervention susceptibles d'aider les petits exploitants à devenir résilients, à s'adapter aux changements climatiques, à contribuer à des systèmes alimentaires durables et à accéder aux marchés. Les acteurs des marchés privés et institutionnels acceptent d'étendre leurs processus d'achat à la participation des petits exploitants. Le PAM dispose de capacités et de ressources suffisantes pour être en mesure de mettre en œuvre les activités prévues.

Stratégie de transition et de transfert des responsabilités

70. Le PAM va progressivement réduire son appui à mesure que les institutions nationales disposent de capacités renforcées, adaptent leurs outils et les bonnes pratiques aux réalités nationales et améliorent les services qu'elles fournissent aux acteurs des filières. En fonction du degré de développement atteint par les organisations et les coopératives de petits producteurs participant aux activités qu'il mène, le PAM encouragera leur reclassement progressif en mettant fin graduellement à son appui en faveur des organisations les plus avancées, en en faisant passer d'autres du niveau d'appui initial à un niveau intermédiaire et en accueillant de nouvelles organisations et coopératives dans ses programmes.

Effet direct 4 du plan stratégique de pays: Jusqu'en 2029, les institutions nationales et les entités des Nations Unies bénéficient des services d'appui opérationnel fournis par le PAM d'une manière efficace, efficiente et fiable au Nicaragua, ce qui leur permet de prêter assistance aux personnes touchées par une crise ou exposées à une crise

71. Le PAM fera fond sur son savoir-faire considérable en ce qui concerne les chaînes d'approvisionnement, les opérations, les télécommunications et l'appui technique pour fournir aux pouvoirs publics et aux autres entités des Nations Unies des services qui contribuent à renforcer leurs capacités d'intervention et répondent mieux à leurs besoins opérationnels, et ce, au bénéfice des personnes et communautés vulnérables touchées par une crise.

Effet direct stratégique du PAM

72. L'effet direct 4 du PSP correspond à l'effet direct stratégique 5 du PAM (Les acteurs de l'aide humanitaire et du développement sont plus efficaces et plus efficaces).

Domaine d'action privilégié

73. L'effet direct 4 du PSP relève du domaine d'action privilégié "intervention face à une crise".

Harmonisation avec les priorités nationales

74. Cet effet direct du PSP contribue à la ligne stratégique XII du plan national de lutte contre la pauvreté et de promotion du développement humain (2022–2026).

Produits escomptés

75. Le produit suivant contribuera à la réalisation de l'effet direct 4 du PSP:
- Produit 4.1: Les institutions nationales et les entités des Nations Unies tirent profit d'un service opérationnel de qualité, y compris un appui au renforcement de leurs capacités s'il y a lieu, qui leur permet de mener à bien leurs interventions et de fournir en temps voulu une assistance aux personnes touchées par une crise ou exposées à une crise.

Activités essentielles

Activité 4: Fournir les services demandés par les institutions nationales et les entités des Nations Unies pour appuyer l'apport d'une assistance en temps voulu aux personnes touchées par une crise ou exposées à une crise

76. Le PAM fournira des services à la demande aux institutions publiques et aux autres entités des Nations Unies souhaitant tirer parti de son savoir-faire et de ses capacités en matière d'achat de produits alimentaires et d'autres biens, et faire appel à ses services logistiques, à son appui opérationnel, à ses services de télécommunications d'urgence et à ses autres services adaptés au contexte qui contribuent à renforcer leurs opérations et leur capacité à venir en aide aux personnes touchées par une crise. La prestation des services sera formalisée dans des accords qui traduisent la politique de recouvrement intégral des coûts appliquée par le PAM.
77. Si la demande en est faite et que cela est possible, le PAM peut éventuellement compléter les services qu'il fournit par des initiatives de renforcement des capacités des partenaires dans des domaines tels que l'optimisation de la chaîne d'approvisionnement, la coordination logistique et la préparation aux interventions d'urgence.

Partenariats

78. Le PAM travaillera en étroite coordination avec les pouvoirs publics et les autres entités des Nations Unies demandant des services.

Hypothèses

79. Le PAM est considéré comme un partenaire stratégique du Gouvernement et des autres entités des Nations Unies. Il conserve son rôle de chef de file en matière de gestion de la chaîne d'approvisionnement et renforce les synergies entre les entités des Nations Unies et les principaux acteurs du développement concernés afin de trouver des solutions viables et efficaces qui permettent de combler les lacunes opérationnelles au Nicaragua. Le PAM est capable de fournir les services demandés sans perturbation pour ses opérations ordinaires.

Stratégie de transition et de transfert des responsabilités

80. En même temps que les services demandés, le PAM fournira à ses partenaires l'assistance technique nécessaire au renforcement de leurs capacités opérationnelles.

4. Modalités d'exécution

4.1 Analyse des bénéficiaires

81. Au titre de l'effet direct 1 du PSP, le PAM entend fournir une assistance alimentaire à 180 000 personnes touchées par une crise soudaine ou prolongée et pourvoir à leurs autres besoins essentiels, en mettant au point des critères de ciblage des zones géographiques et des groupes de populations en concertation avec les institutions publiques et en donnant la priorité aux personnes et aux communautés vulnérables face à l'insécurité alimentaire et à la malnutrition, ainsi qu'aux personnes handicapées, aux personnes âgées, aux filles et aux femmes enceintes ou allaitantes et aux enfants, résidant dans les zones touchées. Il fournira une assistance différenciée tenant compte des besoins nutritionnels différents pendant le cycle de vie et des besoins des bénéficiaires en matière de protection. Parallèlement, 900 employés des institutions liées au SINAPRED bénéficieront d'initiatives de renforcement des capacités.
82. Au titre de l'effet direct 2 du PSP, une assistance alimentaire sera fournie d'une manière équitable par l'intermédiaire du programme d'alimentation scolaire, atteignant 180 000 écoliers dans les départements prioritaires. Parallèlement, le PAM assurera un appui au renforcement des capacités à l'intention de 1 800 personnes, notamment celles qui travaillent dans la communauté éducative et les institutions associées au programme national d'alimentation scolaire, et 900 000 personnes tireront profit des stratégies et des campagnes visant à faire évoluer les comportements et plus précisément à promouvoir les régimes alimentaires sains.
83. Au titre de l'effet direct 3 du PSP, une assistance technique sera fournie à 15 660 bénéficiaires, notamment les petits exploitants, les productrices et les femmes chefs d'entreprise et les autres acteurs des filières alimentaires résidant dans les zones prioritaires. De plus, 600 employés des institutions nationales participeront à des activités de renforcement des capacités. Au titre de cet effet direct, le PAM espère atteindre 78 300 personnes qui bénéficieront indirectement de l'appui fourni aux petits exploitants, y compris les productrices et les femmes chefs d'entreprise.

4.2 Transferts

84. Dans le cadre des interventions face à une crise, la modalité de transfert choisie avec les partenaires institutionnels concernés est l'assistance alimentaire en nature. Pour fournir une assistance immédiate après une crise, des aliments prêts à consommer, de l'eau potable et des rations alimentaires à emporter seront distribués au titre de programmes de protection sociale réactifs face aux chocs, sur la base des évaluations des besoins et en accord avec les institutions publiques. En coordination avec les institutions pertinentes, le PAM soutiendra d'une manière équitable le relèvement rapide des personnes et des communautés les plus touchées, et assortira ce soutien de la mise en place de mécanismes de protection des bénéficiaires et de responsabilité à leur égard.
85. La ration sèche (riz, maïs et haricots) comprise dans la composition des repas scolaires sera conforme à l'assortiment alimentaire stipulé dans le programme national d'alimentation scolaire. Dans la mesure du possible, le bureau de pays achètera du riz enrichi, en s'assurant du respect des réglementations nationales relatives à l'enrichissement du riz. La ration d'aliments frais produits localement fournie dans le cadre du programme d'alimentation scolaire utilisant la production locale sera définie sur la base d'une évaluation qui sera réalisée la première année de la mise en œuvre du PSP.

86. Le PAM offrira aux petits exploitants, aux productrices et aux principaux acteurs des systèmes alimentaires des formations sur l'agroécologie, la gestion de l'information climatique à l'appui de la prise de décisions, la gestion des ressources en eau, les compétences de négociation liées à l'accès aux marchés, la sécurité alimentaire, la nutrition et la problématique femmes-hommes. Une stratégie de formation sera élaborée en collaboration avec les organisations de producteurs. Les capacités des employés des institutions nationales sélectionnées par le Gouvernement seront également renforcées, notamment en ce qui concerne la gestion de la composante d'alimentation scolaire utilisant la production locale du programme d'alimentation scolaire, le transfert des bonnes pratiques en matière d'appui aux petits exploitants, et la chaîne d'approvisionnement associée à l'alimentation scolaire. Une stratégie de renforcement des capacités axée sur l'alimentation scolaire utilisant la production locale sera établie au démarrage de la mise en œuvre du PSP, et des évaluations des capacités seront conduites pour éclairer la conception de stratégies dans ce domaine.

4.3 Capacités du bureau de pays et profil du personnel

87. Le bureau de pays est installé à Managua et dispose d'une équipe multidisciplinaire de spécialistes de divers domaines; les bureaux de terrain du PAM sont situés dans les départements de Jinotega et de Nueva Segovia et les régions autonomes de Costa Caribe Norte et de Costa Caribe Sur. En prévision de la transition liée à l'adoption d'un modèle global d'assistance, le bureau de pays procèdera à une évaluation de la structure de ses effectifs et de ses ressources humaines afin de déterminer les formations destinées au personnel et les nouveaux profils d'emploi dont il aura besoin ainsi que les zones géographiques où il devra être présent par l'intermédiaire de ses bureaux auxiliaires. Cette démarche permettra d'améliorer les compétences de gestion de la performance et d'encadrement dans l'ensemble du bureau de pays, notamment dans des domaines stratégiques comme la fourniture d'aliments frais produits localement pour les repas scolaires, le renforcement des systèmes alimentaires et l'accès aux marchés, les initiatives de communication visant à faire évoluer la société et les comportements, et le suivi et l'évaluation, y compris les mécanismes communautaires de remontée de l'information à l'intention des bénéficiaires. Le PAM renforcera également ses capacités dans les domaines relevant de l'appui qu'il fournit aux institutions nationales aux fins de la conception de stratégies de renforcement des systèmes et programmes nationaux.

4.4 Partenariats

88. Le PAM travaillera sur la gestion intégrée des risques et dans les interventions d'urgence en coordination et en partenariat avec les entités du SINAPRED. Il travaillera aussi avec le Ministère de l'éducation, en mettant en place des accords et des plans de travail conjoints dans le cadre desquels il continuera de fournir des repas nutritifs aux enfants au titre du programme national d'alimentation scolaire, de mener des activités de sensibilisation et d'éducation visant à faire évoluer la répartition préjudiciable des rôles dévolus aux femmes et aux hommes et les habitudes alimentaires malsaines et de renforcer les capacités institutionnelles tout en expérimentant le modèle d'alimentation scolaire utilisant la production locale.
89. Le PAM fournira aux institutions nationales sélectionnées par le Gouvernement une assistance technique dans les domaines suivants: appui aux petits exploitants et aux organisations paysannes et promotion de leur résilience, adaptation aux changements climatiques et production durable donnant accès aux marchés dans le modèle d'alimentation scolaire utilisant la production locale.

90. S'il y a lieu, et en coordination avec les institutions nationales, le PAM établira des partenariats, mènera des activités conjointes et créera des synergies avec d'autres entités du système des Nations Unies, notamment la FAO, le FIDA, le Fonds des Nations Unies pour la population, l'UNICEF, l'ONUDI et l'UNOPS. Les partenariats seront aussi promus avec les organisations non gouvernementales spécialisées comme le Centre international d'agriculture tropicale et avec les universités nationales et les organisations de producteurs, notamment les organisations de productrices. Le PAM renforcera sa collaboration avec les donateurs traditionnels et non traditionnels, les institutions financières internationales et d'autres partenaires clés, en travaillant en étroite concertation avec eux pour créer des synergies et optimiser le savoir-faire technique et les ressources.

5. Gestion de la performance et évaluation

5.1 Modalités de suivi et d'évaluation

91. Dans la stratégie de suivi et d'évaluation tenant compte de la problématique femmes-hommes qu'il mettra en œuvre pour les activités du PSP, le bureau de pays centrera ses efforts sur la production d'éléments factuels, la mesure des résultats et le renforcement des capacités, en intégrant les dimensions de la problématique femmes-hommes, de l'âge, de l'intersectionnalité et du contexte interculturel dans les approches qu'il adoptera.
92. Le cadre logique du PSP orientera la mise en œuvre des processus d'apprentissage qui seront menés avec les partenaires et qui reposeront sur la planification stratégique du bureau de pays. Les niveaux de référence établis pour chaque indicateur d'effet direct et indicateur de produit et le suivi permanent de ces indicateurs permettront au bureau de pays de mesurer et de comprendre les résultats obtenus au regard des cibles convenues et éclaireront les améliorations à apporter à la conception du programme.
93. Le PAM fournira des éléments factuels supplémentaires en assurant un suivi et en réalisant des analyses qualitatives des résultats. Les données, dont la ventilation par sexe, groupe d'âges, handicap et autres marqueurs démographiques utilisés pour l'analyse sera assurée, seront recueillies en coordination avec les institutions publiques; il sera envisagé de recourir aux modalités de suivi à distance et de suivi par des tiers si cette solution est possible et adaptée. En outre, le bureau de pays redoublera d'efforts pour collecter des éléments factuels sur les activités de renforcement des capacités et la mise en place d'un mécanisme communautaire de remontée de l'information, et en rendre compte.
94. Le PAM effectuera un examen à mi-parcours de manière à disposer en temps utile d'informations susceptibles d'étayer la prise de décisions et l'apport d'ajustements aux programmes; une évaluation décentralisée sera conduite en 2027 et pourrait être axée sur les domaines de l'adaptation aux aléas climatique et du renforcement de la résilience. En 2028, le Bureau de l'évaluation du PAM conduira une évaluation finale indépendante du PSP pour répondre aux exigences en matière d'obligation redditionnelle et d'apprentissage et évaluer la performance globale et les résultats du portefeuille d'activités du PSP. Les éléments factuels recueillis, ainsi que les mesures relatives à la sécurité alimentaire et à la nutrition, les rapports de suivi et les rapports de référence de même que les études thématiques, serviront de base aux futures activités de programmation stratégique.
95. Le PAM améliorera la gestion interne des données relatives aux bénéficiaires de ses programmes, en tenant compte des exigences institutionnelles en matière de protection et de confidentialité des données et en intégrant les priorités transversales, notamment la protection et la responsabilité à l'égard des populations touchées.

5.2 Gestion des risques

Risques stratégiques

96. Les incidences des aléas naturels, des changements climatiques et des crises mondiales pourraient dépasser les capacités techniques et les capacités d'intervention du PAM et de ses partenaires locaux, exigeant une mobilisation de ressources plus importante face à la hausse des besoins humanitaires. Des plans de secours d'urgence et des plans d'atténuation de ces incidences fondés sur des scénarios seront élaborés en étroite collaboration avec les partenaires gouvernementaux et les autres parties prenantes.
97. Les pressions économiques mondiales, l'évolution des priorités des donateurs et les réductions des budgets nationaux pourraient limiter les financements en faveur du développement et de l'assistance humanitaire. Le PAM collaborera avec les pouvoirs publics, les autres entités des Nations Unies, les partenaires coopérants et les organisations humanitaires pour hiérarchiser les interventions par ordre de priorité et il s'efforcera de diversifier le portefeuille de donateurs, en faisant appel notamment à des donateurs non traditionnels et aux institutions financières internationales.
98. Les inégalités entre les femmes et les hommes pèsent sur la sécurité alimentaire, la nutrition et les moyens d'existence et font obstacle à la réalisation de l'ODD 2. C'est pourquoi, des mesures tenant compte de la problématique femmes-hommes et des mesures de nature à faire évoluer les relations entre les femmes et les hommes seront intégrées à toutes les étapes des interventions prévues de manière à garantir la participation égale et effective des hommes et des femmes, à promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomie économique des femmes et à faire évoluer la répartition préjudiciable des rôles dévolus aux femmes et aux hommes, par exemple en menant des formations sur les nouvelles formes de masculinité.
99. Des perturbations et des phénomènes d'origine climatique pourraient compromettre la sécurité du personnel et des bénéficiaires du PAM pendant la mise en œuvre des activités. Le PAM suivra la situation et prendra des mesures pour atténuer les risques contextuels dans le cadre de plans de secours d'urgence.

Risques opérationnels

100. La couverture limitée des prestataires de services financiers, les perturbations des chaînes d'approvisionnement en articles de secours et l'absence de fournisseurs ou de partenaires coopérants locaux qualifiés pourraient entraver la mise en œuvre des activités du PSP. Les plans de secours d'urgence et les capacités des partenaires seront renforcés et développés en fonction des circonstances locales et, en particulier, les listes de fournisseurs et de partenaires coopérants nationaux et régionaux seront étoffées en permanence.

Risques fiduciaires

101. Les opérations supposant la fourniture de produits alimentaires, de biens ou de services sont exposées aux risques de fraude, de corruption ou de non-respect des obligations déontologiques et des normes de conduite. Le PAM intégrera la question de la protection dans toutes ses opérations afin d'éviter les éventuelles conséquences négatives pour les femmes, les hommes, les filles et les garçons, en veillant à ce que l'assistance soit fournie dans des conditions sûres, dignes et appropriées, dans le respect des besoins, des droits et des capacités des personnes. Le bureau de pays mènera régulièrement des formations adaptées à l'intention de son personnel et des partenaires coopérants et mettra en place un système interne efficace de communication et d'établissement de rapports.

102. Pour faire face aux risques d'exploitation et d'atteintes sexuelles dans l'environnement opérationnel, le PAM collaborera avec les principaux acteurs pour former son personnel et celui de ses partenaires et sensibiliser les communautés bénéficiant d'une assistance du PAM. Il renforcera également ses procédures internes de signalement et d'orientation vers les services compétents.

Risques financiers

103. La volatilité des prix des aliments et des carburants a des répercussions directes sur la valeur de l'assistance du PAM et le pouvoir d'achat des bénéficiaires. Les prix, l'inflation et les taux de change feront l'objet d'une surveillance pour étayer la prise de décisions en temps voulu.

5.3 Garanties sociales et environnementales

104. Conformément au cadre du PAM pour la durabilité environnementale et sociale, toutes les activités du PSP seront analysées sous l'angle des risques environnementaux et sociaux à l'aide de l'outil d'analyse interne conçu à cet effet, afin que les activités des programmes n'aient pas d'incidence préjudiciable – notamment la multiplication des risques d'exploitation et d'atteintes sexuelles – sur le plan humain ou écologique. Si nécessaire, le PAM élaborera des plans de gestion environnementale et sociale fondés sur les résultats de l'analyse.
105. Le PAM continuera de mettre en œuvre un système de gestion environnementale permettant de mesurer, de gérer et de réduire systématiquement l'impact environnemental de ses opérations. Des évaluations environnementales seront menées dans les locaux du PAM, afin de déterminer les possibilités d'apporter des améliorations concernant l'efficacité énergétique et la décarbonisation, la gestion des déchets et de l'eau, les achats responsables et la gestion de la chaîne d'approvisionnement, la limitation des déplacements et des transports aériens, et la formation et la sensibilisation du personnel.

6. Des ressources axées sur les résultats

6.1 Budget du portefeuille de pays

106. Le budget du portefeuille de pays s'établit à 80,9 millions de dollars pour une période de cinq ans. Les besoins budgétaires traduisent les priorités transversales liées aux aspects suivants: l'accès à l'alimentation des personnes et des communautés touchées par une crise et le renforcement des capacités des partenaires nationaux associés à la gestion des risques de catastrophe; le renforcement des systèmes de protection sociale réactifs face aux chocs et la mise en œuvre d'activités dans le cadre du programme national d'alimentation scolaire; le renforcement des systèmes alimentaires au moyen d'initiatives de renforcement de la résilience, d'adaptation aux aléas climatiques, de régénération des écosystèmes, de production alimentaire à dimension nutritionnelle et d'accès aux marchés; et la prestation de services à la demande à l'intention des partenaires humanitaires et des institutions publiques. Dans le cadre de toutes les activités, des fonds suffisants ont été alloués en faveur de l'égalité femmes-hommes et de l'autonomisation économique des femmes. Le budget est ventilé comme suit: 19 pour cent des fonds sont affectés au domaine de l'intervention face à une crise au titre de l'effet direct 1 (18 pour cent) et de l'effet direct 4 (1 pour cent), et 81 pour cent au domaine du renforcement de la résilience au titre de l'effet direct 2 (44 pour cent) et de l'effet direct 3 (37 pour cent). Les projections sont fondées sur l'estimation des besoins en financement et le nombre prévu de bénéficiaires.

BUDGET DU PORTEFEUILLE DE PAYS (en dollars)								
Effet direct du plan stratégique de pays	Activité	2024 (6 mois)	2025	2026	2027	2028	2029 (6 mois)	Total
1	1	1 514 486	2 402 881	2 722 048	2 923 560	3 085 803	2 111 667	14 760 445
2	2	2 835 461	7 242 799	6 950 878	6 810 294	6 329 596	4 562 924	34 731 952
3	3	1 992 001	7 099 935	5 821 595	5 101 887	7 570 165	2 950 507	30 536 089
4	4	140 668	151 232	147 730	165 950	175 571	104 749	885 901
Total		6 482 615	16 896 847	15 642 252	15 001 691	17 161 135	9 729 847	80 914 387

6.2 Perspectives et stratégie en matière de mobilisation de ressources

107. Étant donné que les priorités des donateurs risquent d'évoluer compte tenu du nombre croissant de crises concurrentes, exacerbant au Nicaragua une situation déjà tendue sur le plan du financement, le PAM est conscient qu'il faudra déployer des efforts considérables pour parvenir à mobiliser les ressources nécessaires au PSP. Dans le but de canaliser ses efforts, il a mené de nombreuses consultations auprès de la communauté internationale pendant l'élaboration du PSP, a analysé le contexte local et mondial de financement et a tenu compte des enseignements tirés de l'expérience ces dernières années et des tendances récemment observées. Dans un scénario prudent, 80 pour cent du financement du budget du portefeuille de pays devraient être assurés par des donateurs traditionnels et de nouveaux donateurs. Le bureau de pays s'efforce de trouver de nouvelles sources susceptibles de combler le déficit de financement restant de 20 pour cent.
108. La concrétisation de ces perspectives de financement exigera le renforcement des partenariats existants et la diversification progressive et durable de la base de donateurs, permise notamment par le recours à des donateurs non traditionnels, l'exploration de guichets de financement diversifiés et la collaboration avec le Gouvernement nicaraguayen et les institutions financières internationales. La mobilisation de ressources sera axée sur la finance verte, en particulier le financement de l'action climatique et les mécanismes de financement novateurs comme les conversions de créances, en tant que nouvelle source de financements à moyen et à long terme.

ANNEXE I

CADRE LOGIQUE DU PLAN STRATÉGIQUE DE PAYS ÉTABLI POUR LE NICARAGUA (2024–2029)

ODD 2: Faim zéro

Cible 1 de l'ODD: Accès à l'alimentation

Effet direct 1 du plan stratégique de pays: D'ici à 2029, les populations touchées par une crise ou exposées à une crise au Nicaragua sont en mesure de satisfaire leurs besoins alimentaires et nutritionnels et autres besoins essentiels urgents d'une manière inclusive en cas de chocs, de facteurs de perturbation ou de crise prolongée, et tirent profit du renforcement des capacités et des systèmes concourant à la gestion intégrée des risques de catastrophe

Effet direct stratégique 1 du PAM: Les populations sont mieux à même de satisfaire leurs besoins alimentaires et nutritionnels urgents

Domaine d'action privilégié: intervention face à une crise

Tient compte de la nutrition

Hypothèses

Le PAM dispose des fonds nécessaires pour atteindre les objectifs qu'il s'est fixés.

Le PAM dispose des moyens logistiques et techniques ainsi que des ressources humaines nécessaires pour accéder aux sites où s'est produite une crise.

Le Gouvernement sollicite l'aide du PAM pour intervenir face aux situations de crise.

Indicateurs d'effet direct

Indice des stratégies de survie fondées sur la consommation (moyenne)

Score de diversité alimentaire

Stratégies de survie fondées sur les moyens d'existence visant à satisfaire les besoins essentiels

Stratégies de survie fondées sur les moyens d'existence visant à parvenir à la sécurité alimentaire

Nombre de procédures opératoires améliorées contribuant à l'élimination de la faim et à la réalisation d'autres ODD, qui ont été mises en œuvre à grande échelle par des parties prenantes nationales à la suite de l'appui fourni par le PAM en matière de renforcement des capacités

Nombre de conceptions de programme, de processus et de plateformes améliorés contribuant à l'élimination de la faim et à la réalisation d'autres ODD, qui ont été mis en œuvre à grande échelle par des organisations nationales à la suite de l'appui apporté par le PAM en matière de renforcement des capacités

Nombre de politiques, de stratégies, de programmes et d'autres composantes de systèmes en place à l'échelle nationale contribuant à l'élimination de la faim et à la réalisation d'autres ODD, qui ont été renforcés grâce à l'appui fourni par le PAM en matière de renforcement des capacités

Nombre de personnes couvertes (bénéficiaires indirects du PAM) par les systèmes ou programmes nationaux de protection sociale auxquels le PAM a apporté un appui technique

Taux de poursuite des études (par niveau)

Activités et produits

1: Fournir une assistance humanitaire aux personnes touchées par une crise ou exposées à une crise et apporter un appui technique pour renforcer les capacités des acteurs de la gestion des risques de catastrophe et les systèmes d'intervention, en adoptant une approche qui tient compte de la nutrition, de la protection, de la problématique femmes-hommes et du contexte interculturel (1.2: Transferts de ressources non assortis de conditions)

1.1: Les populations touchées par une crise reçoivent une assistance humanitaire, notamment par l'intermédiaire de programmes de protection sociale réactifs face aux chocs, qui répond à leurs besoins alimentaires et nutritionnels et autres besoins essentiels (niveau 1) (Catégorie de produit A: Ressources transférées. Produit standard 1.1: Les populations touchées par une crise qui se trouvent en situation d'insécurité alimentaire ont accès à des aliments nutritifs, à une assistance de type monétaire, à des actifs remis en état et à des services pour satisfaire leurs besoins alimentaires urgents)

1.1: Les populations touchées par une crise reçoivent une assistance humanitaire, notamment par l'intermédiaire de programmes de protection sociale réactifs face aux chocs, qui répond à leurs besoins alimentaires et nutritionnels et autres besoins essentiels (niveau 1) (Catégorie de produit D: Actifs créés. Produit standard 1.1: Les populations touchées par une crise qui se trouvent en situation d'insécurité alimentaire ont accès à des aliments nutritifs, à une assistance de type monétaire, à des actifs remis en état et à des services pour satisfaire leurs besoins alimentaires urgents)

1.1: Les populations touchées par une crise reçoivent une assistance humanitaire, notamment par l'intermédiaire de programmes de protection sociale réactifs face aux chocs, qui répond à leurs besoins alimentaires et nutritionnels et autres besoins essentiels (niveau 1) (Catégorie de produit G: Compétences, capacités et services utilisés pour mettre en place des moyens d'existence adaptés aux changements climatiques. Produit standard 1.1: Les populations touchées par une crise qui se trouvent en situation d'insécurité alimentaire ont accès à des aliments nutritifs, à une assistance de type monétaire, à des actifs remis en état et à des services pour satisfaire leurs besoins alimentaires urgents)

1.1: Les populations touchées par une crise reçoivent une assistance humanitaire, notamment par l'intermédiaire de programmes de protection sociale réactifs face aux chocs, qui répond à leurs besoins alimentaires et nutritionnels et autres besoins essentiels (niveau 1) (Catégorie de produit N: Alimentation scolaire assurée. Produit standard 1.1: Les populations touchées par une crise qui se trouvent en situation d'insécurité alimentaire ont accès à des aliments nutritifs, à une assistance de type monétaire, à des actifs remis en état et à des services pour satisfaire leurs besoins alimentaires urgents)

1.2: Les populations exposées à une crise participent activement à des systèmes inclusifs de gestion intégrée des risques et d'intervention dans les situations d'urgence. (niveaux 2 et 3) (Catégorie de produit C: Activités de développement des capacités et d'appui technique mises en œuvre. Produit standard 1.1: Les populations touchées par une crise qui se trouvent en situation d'insécurité alimentaire ont accès à des aliments nutritifs, à une assistance de type monétaire, à des actifs remis en état et à des services pour satisfaire leurs besoins alimentaires urgents)

Effet direct 2 du plan stratégique de pays: D'ici à 2029, dans les zones prioritaires du Nicaragua, les filles, les garçons et les adolescents en milieu scolaire ainsi que leurs familles recueillent les fruits d'un système de protection sociale renforcé, comportant un programme complet d'alimentation scolaire qui assure la fourniture d'aliments frais, nutritifs et produits localement et permet aux bénéficiaires d'obtenir de meilleurs résultats en matière de nutrition, de santé et d'éducation

Effet direct stratégique 2 du PAM: Les populations obtiennent de meilleurs résultats sur le plan de la nutrition, de la santé et de l'éducation

Domaine d'action privilégié: renforcement de la résilience

Tient
compte de
la nutrition

Hypothèses

Le Gouvernement continue de donner la priorité aux repas scolaires et aux dispositifs sociaux.

Le bureau de pays dispose des fonds nécessaires pour atteindre les objectifs prévus.

Le prix de l'assortiment alimentaire demeure stable.

Le PAM a accès aux sites où se déroulent ses opérations.

Les principaux partenaires institutionnels acceptent de participer à la conception des initiatives d'alimentation scolaire utilisant la production locale.

Indicateurs d'effet direct

Évolution annuelle du taux de scolarisation

Taux de fréquentation scolaire

Taux d'achèvement des études

Nombre d'interventions complémentaires en faveur de la santé et de la nutrition à l'école que le PAM mène parallèlement à ses activités d'alimentation scolaire

Nombre de politiques, de stratégies, de programmes et d'autres composantes de systèmes en place à l'échelle nationale concernant la santé et la nutrition à l'école, y compris l'alimentation scolaire, qui ont été renforcés ou élaborés grâce à l'appui fourni par le PAM en matière de renforcement des capacités ou de sensibilisation

Nombre de personnes couvertes (bénéficiaires indirects du PAM) par les systèmes ou programmes nationaux de protection sociale auxquels le PAM a apporté un appui technique

Taux de poursuite des études (par niveau)

Activités et produits

2: Fournir des repas nutritifs aux filles, aux garçons et aux adolescents dans le cadre du programme national d'alimentation scolaire et contribuer ainsi au renforcement des programmes nationaux de protection sociale en adoptant des approches qui prennent en compte la problématique femmes-hommes, la protection, la nutrition, le contexte interculturel et la résilience face aux aléas climatiques (1.5: Programmes en milieu scolaire)

2.2: Les filles, les garçons, les adolescents et leurs familles tirent profit d'un programme national d'alimentation scolaire renforcé et adapté aux changements climatiques, ainsi que d'autres programmes de protection sociale, mis en œuvre selon une approche fondée sur le cycle de vie qui améliore la sécurité alimentaire et la nutrition (niveaux 2 et 3). (Catégorie de produit C: Activités de développement des capacités et d'appui technique mises en œuvre. Produit standard 2.3: Les enfants et les adolescents d'âge scolaire ont accès à des ensembles d'activités en faveur de la santé et de la nutrition en milieu scolaire)

2.2: Les filles, les garçons, les adolescents et leurs familles tirent profit d'un programme national d'alimentation scolaire renforcé et adapté aux changements climatiques, ainsi que d'autres programmes de protection sociale, mis en œuvre selon une approche fondée sur le cycle de vie qui améliore la sécurité alimentaire et la nutrition (niveaux 2 et 3). (Catégorie de produit E: Activités de communication visant à faire évoluer la société et les comportements mises en œuvre. Produit standard 2.3: Les enfants et les adolescents d'âge scolaire ont accès à des ensembles d'activités en faveur de la santé et de la nutrition en milieu scolaire)

2.1: Les filles, les garçons et les adolescents reçoivent un repas nutritif composé d'aliments produits localement et culturellement acceptables, qui améliore leur accès à une alimentation saine et diversifiée, contribuant à leur apprentissage et à l'amélioration de leurs habitudes alimentaires (niveau 1) (Catégorie de produit A: Ressources transférées. Produit standard 2.3: Les enfants et les adolescents d'âge scolaire ont accès à des ensembles d'activités en faveur de la santé et de la nutrition en milieu scolaire)

2.1: Les filles, les garçons et les adolescents reçoivent un repas nutritif composé d'aliments produits localement et culturellement acceptables, qui améliore leur accès à une alimentation saine et diversifiée, contribuant à leur apprentissage et à l'amélioration de leurs habitudes alimentaires (niveau 1) (Catégorie de produit N: Alimentation scolaire assurée. Produit standard 2.3: Les enfants et les adolescents d'âge scolaire ont accès à des ensembles d'activités en faveur de la santé et de la nutrition en milieu scolaire)

Effet direct 3 du plan stratégique de pays: D'ici à 2029, dans les zones prioritaires du Nicaragua, les petits exploitants agricoles et les acteurs essentiels des systèmes alimentaires, notamment les femmes, sont résilients et dotés de capacités durables et évolutives face aux aléas climatiques, qui contribuent à améliorer leur accès à une alimentation saine et aux marchés, en particulier le marché institutionnel de l'alimentation scolaire utilisant la production locale

Effet direct stratégique 3 du PAM: Les populations disposent de moyens d'existence améliorés et durables

Domaine d'action privilégié: renforcement de la résilience

Hypothèses

Le PAM dispose des fonds nécessaires pour mener à bien les activités prévues.

Le Gouvernement maintient ses priorités telles qu'énoncées dans le plan national de développement humain et poursuit son alliance avec le PAM.

La situation sociopolitique et les conditions de sécurité sont suffisamment stables pour permettre la mise en œuvre des programmes et des activités du PAM.

Les prix des biens et des services sur les marchés nationaux et internationaux restent stables, ce qui permet au PAM de régulièrement planifier des activités et de les mener à bien.

Les organisations de petits exploitants agricoles sont déterminées à accroître la participation des femmes.

Indicateurs d'effet direct

Score évaluant les capacités de résilience face aux changements climatiques

Score des services climatologiques

Nombre de politiques, de stratégies, de programmes et d'autres composantes de systèmes en place à l'échelle nationale contribuant à l'élimination de la faim et à la réalisation d'autres ODD, qui ont été renforcés grâce à l'appui fourni par le PAM en matière de renforcement des capacités

Nombre de personnes couvertes (bénéficiaires indirects du PAM) par les systèmes ou programmes nationaux de protection sociale auxquels le PAM a apporté un appui technique

Pourcentage de petits exploitants agricoles ciblés faisant état d'une augmentation de la production de cultures nutritives

Pourcentage de petits exploitants agricoles ciblés vendant leur production par l'intermédiaire de regroupements de producteurs appuyés par le PAM

Score évaluant les capacités de résilience

Valeur des produits vendus par les petits exploitants par l'intermédiaire de systèmes de regroupement de la production appuyés par le PAM

Quantité des produits vendus par les petits exploitants par l'intermédiaire de systèmes de regroupement de la production appuyés par le PAM

Activités et produits

3: Renforcer les capacités d'adaptation et mettre au point des solutions et des modèles à l'intention des petits exploitants, des autres acteurs essentiels des systèmes alimentaires et des institutions pour améliorer la résilience face aux aléas climatiques, la sécurité alimentaire et la nutrition; et améliorer leur accès aux marchés d'une manière équitable et égale (1.8: Programmes d'appui aux marchés agricoles au profit des petits exploitants)

3.2: Les petits exploitants agricoles organisés et les acteurs des filières alimentaires, en particulier les femmes, disposent de capacités et de ressources améliorées leur permettant d'accroître leur productivité et ainsi d'accéder plus facilement aux marchés d'une manière équitable et égale (niveaux 1 et 2) (Catégorie de produit E: Activités de communication visant à faire évoluer la société et les comportements mises en œuvre. Produit standard 3.3: Les petits exploitants agricoles et les acteurs des chaînes de valeur ont davantage de capacités pour produire et regrouper des excédents commercialisables, réduire les pertes après récolte, accéder aux marchés et tirer parti des liens noués avec les écoles)

3.2: Les petits exploitants agricoles organisés et les acteurs des filières alimentaires, en particulier les femmes, disposent de capacités et de ressources améliorées leur permettant d'accroître leur productivité et ainsi d'accéder plus facilement aux marchés d'une manière équitable et égale (niveaux 1 et 2) (Catégorie de produit F: Petits exploitants agricoles bénéficiant d'un appui. Produit standard 3.3: Les petits exploitants agricoles et les acteurs des chaînes de valeur ont davantage de capacités pour produire et regrouper des excédents commercialisables, réduire les pertes après récolte, accéder aux marchés et tirer parti des liens noués avec les écoles)

3.3: Les petits exploitants agricoles et les principaux acteurs des systèmes alimentaires recueillent les fruits du renforcement des capacités et des programmes institutionnels concernant le renforcement de la résilience, l'adaptation aux aléas climatiques, l'accès équitable aux marchés et la promotion d'une alimentation saine (niveaux 2 et 3) (Catégorie de produit C: Activités de développement des capacités et d'appui technique mises en œuvre. Produit standard 3.3: Les petits exploitants agricoles et les acteurs des chaînes de valeur ont davantage de capacités pour produire et regrouper des excédents commercialisables, réduire les pertes après récolte, accéder aux marchés et tirer parti des liens noués avec les écoles)

3.1: Les petits exploitants agricoles et les principales parties prenantes des systèmes alimentaires tirent profit de pratiques et d'outils durables liés à la gestion des risques, qui contribuent à accroître leur capacité d'adaptation et à renforcer leur résilience, l'accent étant mis sur les approches à dimension nutritionnelle promouvant une alimentation saine (niveau1) (Catégorie de produit A: Ressources transférées. Produit standard 3.2: Les individus et les communautés ont des compétences plus grandes, des capacités renforcées et un meilleur accès aux services financiers, énergétiques et climatiques leur permettant de disposer de moyens d'existence durables et adaptés aux changements climatiques)

3.1: Les petits exploitants agricoles et les principales parties prenantes des systèmes alimentaires tirent profit de pratiques et d'outils durables liés à la gestion des risques, qui contribuent à accroître leur capacité d'adaptation et à renforcer leur résilience, l'accent étant mis sur les approches à dimension nutritionnelle promouvant une alimentation saine (niveau1) (Catégorie de produit D: Actifs créés. Produit standard 3.2: Les individus et les communautés ont des compétences plus grandes, des capacités renforcées et un meilleur accès aux services financiers, énergétiques et climatiques leur permettant de disposer de moyens d'existence durables et adaptés aux changements climatiques)

3.1: Les petits exploitants agricoles et les principales parties prenantes des systèmes alimentaires tirent profit de pratiques et d'outils durables liés à la gestion des risques, qui contribuent à accroître leur capacité d'adaptation et à renforcer leur résilience, l'accent étant mis sur les approches à dimension nutritionnelle promouvant une alimentation saine (niveau1) (Catégorie de produit F: Petits exploitants agricoles bénéficiant d'un appui. Produit standard 3.2: Les individus et les communautés ont des compétences plus grandes, des capacités renforcées et un meilleur accès aux services financiers, énergétiques et climatiques leur permettant de disposer de moyens d'existence durables et adaptés aux changements climatiques)

3.1: Les petits exploitants agricoles et les principales parties prenantes des systèmes alimentaires tirent profit de pratiques et d'outils durables liés à la gestion des risques, qui contribuent à accroître leur capacité d'adaptation et à renforcer leur résilience, l'accent étant mis sur les approches à dimension nutritionnelle promouvant une alimentation saine (niveau1) (Catégorie de produit G: Compétences, capacités et services utilisés pour mettre en place des moyens d'existence adaptés aux changements climatiques. Produit standard 3.2: Les individus et les communautés ont des compétences plus grandes, des capacités renforcées et un meilleur accès aux services financiers, énergétiques et climatiques leur permettant de disposer de moyens d'existence durables et adaptés aux changements climatiques)

ODD 17: Partenariats pour la réalisation des objectifs

Cible 16 de l'ODD: Partenariats mondiaux

Effet direct 4 du plan stratégique de pays: Jusqu'en 2029, les institutions nationales et les entités des Nations Unies bénéficient des services d'appui opérationnel fournis par le PAM d'une manière efficace, efficiente et fiable au Nicaragua, ce qui leur permet de prêter assistance aux personnes touchées par une crise ou exposées à une crise

Effet direct stratégique 5 du PAM: Les acteurs de l'aide humanitaire et du développement sont plus efficaces et plus efficaces

Domaine d'action privilégié: intervention face à une crise

Hypothèses

L'état des routes permet d'acheminer les vivres et les articles non alimentaires jusqu'aux points de distribution.

La situation dans le pays, y compris l'état des routes et la disponibilité des fournisseurs, permet la prestation de services dans des domaines tels que les télécommunications.

Les procédures, politiques et contrôles internes en place au PAM permettent la bonne prestation des services demandés.

Indicateurs d'effet direct

Pourcentage d'utilisateurs satisfaits des services fournis

Activités et produits**4: Fournir les services demandés par les institutions nationales et les entités des Nations Unies pour appuyer l'apport d'une assistance en temps voulu aux personnes touchées par une crise ou exposées à une crise (2.4: Services à la demande)**

4.1: Les institutions nationales et les entités des Nations Unies tirent profit d'un service opérationnel de qualité, y compris un appui au renforcement de leurs capacités s'il y a lieu, qui leur permet de mener à bien leurs interventions et de fournir en temps voulu une assistance aux personnes touchées par une crise ou exposées à une crise (niveau 3) (Catégorie de produit H: Services et plateformes partagés mis à disposition. Produit standard 5.2: Les partenaires utilisent des services à la demande pour augmenter leurs capacités et mener des interventions plus efficaces, plus efficaces et mieux coordonnées)

ODD 17: Partenariats pour la réalisation des objectifs

CC.1. Protection

Indicateurs transversaux

CC.1.1: Pourcentage de bénéficiaires n'ayant fait état d'aucune inquiétude concernant la sécurité du fait de leur participation aux programmes du PAM

CC.1.2: Pourcentage de bénéficiaires n'ayant fait état d'aucun obstacle les empêchant d'accéder à l'assistance alimentaire et nutritionnelle

CC.1.3: Pourcentage de bénéficiaires indiquant qu'ils étaient traités avec respect du fait de leur participation aux programmes

CC.1.4: Nombre de femmes, d'hommes, de garçons et de filles handicapés accédant à des produits alimentaires/des transferts de type monétaire/des bons-produits/des services axés sur le renforcement des capacités

CC.1.5: Le bureau de pays respecte ou dépasse les normes du cadre de responsabilité de la Stratégie des Nations Unies pour l'inclusion du handicap concernant l'accessibilité (examen quadriennal complet)

CC.2. Obligation redditionnelle

Indicateurs transversaux

CC.2.1: Pourcentage de bénéficiaires indiquant qu'ils ont reçu des informations accessibles sur les programmes du PAM, y compris concernant la protection contre l'exploitation et les atteintes sexuelles

CC.2.2: Le bureau de pays respecte ou dépasse les normes énoncées dans la Stratégie des Nations Unies pour l'inclusion du handicap concernant la consultation des organisations de personnes handicapées (examen quadriennal complet)

CC.2.3: Le bureau de pays est doté d'un mécanisme communautaire opérationnel de remontée de l'information

CC.2.4: Le bureau de pays dispose d'un plan d'action relatif à la participation des communautés

CC.2.5: Nombre d'enfants et d'adultes qui ont accès à un moyen sûr de signaler des actes d'exploitation et d'atteintes sexuelles commis par des membres du personnel d'aide humanitaire, d'aide au développement ou de protection ou par des membres du personnel d'autres organisations qui portent assistance aux populations touchées (OIM, HCDH, PNUD)

CC.3. Égalité femmes-hommes et avancement des femmes

Indicateurs transversaux

CC.3.4: Proportion de femmes et d'hommes parmi les membres des entités prenant les décisions concernant l'assistance alimentaire du PAM indiquant avoir pu utilement participer aux travaux de celles-ci

CC.3.5: Proportion de femmes et d'hommes indiquant avoir pu s'émanciper sur le plan économique.

CC.4. Durabilité environnementale**Indicateurs transversaux**

CC.4.1: Proportion d'accords de partenariat sur le terrain, de mémorandums d'accord et de contrats de construction se rapportant à des activités des plans stratégiques de pays, qui ont été analysés sous l'angle des risques environnementaux et sociaux

CC.5. Intégration de la nutrition**Indicateurs transversaux**

CC.5.1: Pourcentage des personnes bénéficiant des opérations et des services du PAM qui parviennent à satisfaire leurs besoins nutritionnels au moyen d'une combinaison efficace d'aliments enrichis, de produits nutritifs spécialisés et d'actions destinées à promouvoir la diversification de l'alimentation

CC.5.2: Pourcentage de personnes auxquelles le PAM vient en aide qui bénéficient d'une composante de programme tenant compte de la nutrition

CC.5.3: Score pour ce qui est de la prise en compte de la nutrition

ODD 2: Faim zéro**CC.1. Protection****Indicateurs transversaux**

CC.1.1: Pourcentage de bénéficiaires n'ayant fait état d'aucune inquiétude concernant la sécurité du fait de leur participation aux programmes du PAM

CC.1.2: Pourcentage de bénéficiaires n'ayant fait état d'aucun obstacle les empêchant d'accéder à l'assistance alimentaire et nutritionnelle

CC.1.3: Pourcentage de bénéficiaires indiquant qu'ils étaient traités avec respect du fait de leur participation aux programmes

CC.1.4: Nombre de femmes, d'hommes, de garçons et de filles handicapés accédant à des produits alimentaires/des transferts de type monétaire/des bons-produits/des services axés sur le renforcement des capacités

CC.1.5: Le bureau de pays respecte ou dépasse les normes du cadre de responsabilité de la Stratégie des Nations Unies pour l'inclusion du handicap concernant l'accessibilité (examen quadriennal complet)

CC.2. Obligation redditionnelle**Indicateurs transversaux**

CC.2.1: Pourcentage de bénéficiaires indiquant qu'ils ont reçu des informations accessibles sur les programmes du PAM, y compris concernant la protection contre l'exploitation et les atteintes sexuelles

CC.2.2: Le bureau de pays respecte ou dépasse les normes énoncées dans la Stratégie des Nations Unies pour l'inclusion du handicap concernant la consultation des organisations de personnes handicapées (examen quadriennal complet)

CC.2.3: Le bureau de pays est doté d'un mécanisme communautaire opérationnel de remontée de l'information

CC.2.4: Le bureau de pays dispose d'un plan d'action relatif à la participation des communautés

CC.2.5: Nombre d'enfants et d'adultes qui ont accès à un moyen sûr de signaler des actes d'exploitation et d'atteintes sexuelles commis par des membres du personnel d'aide humanitaire, d'aide au développement ou de protection ou par des membres du personnel d'autres organisations qui portent assistance aux populations touchées (OIM, HCDH, PNUD)

CC.3. Égalité femmes-hommes et avancement des femmes**Indicateurs transversaux**

CC.3.4: Proportion de femmes et d'hommes parmi les membres des entités prenant les décisions concernant l'assistance alimentaire du PAM indiquant avoir pu utilement participer aux travaux de celles-ci

CC.3.5: Proportion de femmes et d'hommes indiquant avoir pu s'émanciper sur le plan économique.

CC.4. Durabilité environnementale**Indicateurs transversaux**

CC.4.1: Proportion d'accords de partenariat sur le terrain, de mémorandums d'accord et de contrats de construction se rapportant à des activités des plans stratégiques de pays, qui ont été analysés sous l'angle des risques environnementaux et sociaux

CC.5. Intégration de la nutrition**Indicateurs transversaux**

CC.5.1: Pourcentage des personnes bénéficiant des opérations et des services du PAM qui parviennent à satisfaire leurs besoins nutritionnels au moyen d'une combinaison efficace d'aliments enrichis, de produits nutritifs spécialisés et d'actions destinées à promouvoir la diversification de l'alimentation

CC.5.2: Pourcentage de personnes auxquelles le PAM vient en aide qui bénéficient d'une composante de programme tenant compte de la nutrition

CC.5.3: Score pour ce qui est de la prise en compte de la nutrition

ANNEXE II

BÉNÉFICIAIRES PAR EFFET DIRECT DU PLAN STRATÉGIQUE DE PAYS, PAR PRODUIT ET PAR ACTIVITÉ (2024–2028)										
Effet direct du plan stratégique de pays	Activité	Produit	Groupe de bénéficiaires	2024 (6 mois)	2025	2026	2027	2028	2029 (6 mois)	Total
1	1	1.1	Filles	3 490	43 490	43 490	43 490	43 490	40 000	57 450
			Garçons	3 420	43 420	43 420	43 420	43 420	40 000	57 100
			Femmes	6 640	6 640	6 640	6 640	6 640		33 200
			Hommes	6 450	6 450	6 450	6 450	6 450		32 250
			Total	20 000	100 000	100 000	100 000	100 000	80 000	180 000
2	2	2.1	Filles	90 000	90 000	72 000	54 000	36 000	18 000	90 000
			Garçons	90 000	90 000	72 000	54 000	36 000	18 000	90 000
			Femmes	-	-	-	-	-	-	-
			Hommes	-	-	-	-	-	-	-
			Total	180 000	180 000	144 000	108 000	72 000	36 000	180 000
3	3	3.1	Filles	-	-	-	-	-	-	-
			Garçons	-	-	-	-	-	-	-
			Femmes	312	1 142	1 561	936	624	312	4 889
			Hommes	303	1 110	1 516	910	607	303	4 748
			Total	615	2 252	3 077	1 846	1 231	615	9 637
		3.2	Filles	-	-	-	-	-	-	-
			Garçons	-	-	-	-	-	-	-
			Femmes	196	715	976	586	390	196	3 056
			Hommes	189	693	947	568	379	189	2 967
			Total	385	1 408	1 923	1 154	769	385	6 023
Nombre total de bénéficiaires directs (hors chevauchement)				201 000	283 660	249 000	211 000	174 000	117 000	375 660
Nombre total de bénéficiaires indirects				906 700	920 400	747 100	557 100	372 100	307 100	981 600

ANNEXE III

RATION ALIMENTAIRE (<i>grammes/personne/jour</i>) ET VALEUR DES TRANSFERTS DE TYPE MONÉTAIRE (<i>dollars/personne/jour</i>) PAR EFFET DIRECT DU PLAN STRATÉGIQUE DE PAYS ET PAR ACTIVITÉ									
		Effet direct 1 du plan stratégique de pays				Effet direct 2 du plan stratégique de pays			
		Activité 1			Activité 2*				
		Distribution générale		Alimentation scolaire (sur place)	Alimentation scolaire (rations à emporter)	Alimentation scolaire (sur place)			
Type de bénéficiaires		Tous		Tous	Tous	Tous		Étudiants (du secondaire)	
Modalité		Transferts de type monétaire	Produits alimentaires	Produits alimentaires	Produits alimentaires	Produits alimentaires	Produits alimentaires	Produits alimentaires	Produits alimentaires
Céréales et grains	Maïs					40		90	
Céréales et grains	Maïs – blanc			40					
Céréales et grains	Riz			40	170		35		100
Huile et matières grasses	Huile végétale			10	20				
Colis de vivres préemballés	Kits repas prêts à consommer		1 179						
Légumes secs et légumes	Haricots – rouges			30	75		25		80
Transferts de type monétaire (<i>dollars/personne/jour</i>)		2							
Nombre de jours d'alimentation		150	10	200	75	900	900	200	200

* Les aliments frais destinés à l'alimentation scolaire utilisant la production locale ne figurent pas actuellement dans le tableau car, de même que le modèle d'alimentation scolaire utilisant la production locale, ils doivent encore être définis avec les pouvoirs publics.

ANNEXE IV

TOTAL DES BESOINS EN PRODUITS ALIMENTAIRES/ TRANSFERTS DE TYPE MONÉTAIRE ET VALEUR		
Type de produits alimentaires/ transferts de type monétaire	Total (en tonnes)	Total (en dollars)
Céréales	9 128	11 060 993
Légumes secs	3 163	9 033 590
Huile et matières grasses	190	896 626
Aliments composés et mélanges	0	0
Autres	59	138 540
Total (produits alimentaires)	12 540	21 129 749
Transferts de type monétaire		450 000
Total (valeur des produits alimentaires et des transferts de type monétaire)	12 540	21 579 749

ANNEXE V

VENTILATION INDICATIVE DES COÛTS PAR EFFET DIRECT DU PLAN STRATÉGIQUE DE PAYS (<i>en dollars</i>)					
	Cible 1 de l'ODD 2/ Effet direct stratégique 1 du PAM	Cible 2 de l'ODD 2/ Effet direct stratégique 2 du PAM	Cible 4 de l'ODD 2/ Effet direct stratégique 3 du PAM	Cible 16 de l'ODD 17/ Effet direct stratégique 5 du PAM	Total
	Effet direct 1 du PSP	Effet direct 2 du PSP	Effet direct 3 du PSP	Effet direct 4 du PSP	
Domaine d'action privilégié	Intervention face à une crise	Renforcement de la résilience	Renforcement de la résilience	Intervention face à une crise	
Transferts	9 070 590	26 422 544	21 715 723	525 614	57 734 472
Mise en œuvre	3 334 511	2 798 503	4 006 766	267 367	10 407 147
Coûts d'appui directs ajustés	1 454 471	3 391 114	2 949 895	92 920	7 888 400
Total partiel	13 859 573	32 612 161	28 672 384	885 901	76 030 019
Coûts d'appui indirects (6,5 pour cent)	900 872	2 119 790	1 863 705	0	4 884 368
Total	14 760 445	34 731 952	30 536 089	885 901	80 914 387

Liste des sigles utilisés dans le présent document

FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FIDA	Fonds international de développement agricole
ODD	objectif de développement durable
ONUDI	Organisation des Nations Unies pour le développement industriel
PSP	Plan stratégique de pays
SINAPRED	<i>Sistema Nacional para la Prevención, Mitigación y Atención de Desastres</i> (Système national de prévention des catastrophes, d'atténuation de leurs effets et d'intervention)
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
UNOPS	Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets